



FACTEURS DE RADICALISATION ET PERCEPTION DU TERRORISME

CHEZ LES JEUNES DES ZONES FRONTALIERES DU SENEGAL ET DE LA GUINEE

ETUDE RÉALISÉE PAR TIMBUKTU INSTITUTE

AVEC LE SOUTIEN DE LA FONDATION KONRAD ADENAUER (BUREAU DE DAKAR)



Rapport réalisé par Timbuktu Institute – African Center for Peace Studies

Sous la direction de Dr. Bakary Sambe

Mme Yague Samb

Dr. Seydi Diamil Niane

Mme Sokhna Fatou Sy Mansour Sarr

M. Mbassa Thioune

TIMBUKTU INSTITUTE - AFRICAN CENTER FOR PEACE STUDIES

VDN derrière OCHA – Sacré-Cœur 3
BP 15177 CP 10700 Dakar Fann – SENEGAL.

+221 33 827 34 91

timbuktu.institute@gmail.com – www.timbuktu-institute.org

© Timbuktu Institute, novembre 2018

Avec le soutien de la Fondation Konrad Adenauer

Conception graphique : halfa.africa@gmail.com

La reproduction intégrale ou partielle demeure autorisée, sous réserve du respect des conditions cumulatives suivantes : gratuité de la diffusion, respect de l'intégrité et de la finalité des documents reproduits (ni modifications, ni altérations), citation claire et lisible de la source avec mention du nom de Timbuktu Institute. Toutefois l'utilisation commerciale de ce document est interdite sans l'autorisation du Timbuktu Institute.

TABLE DES MATIERES

Sigles et acronymes	5
Liste des tableaux et graphiques	6
Avant-propos	7
INTRODUCTION	8
METHODOLOGIE ADOPTEE.....	11
1. Méthodes et outils de collectes des données.....	11
✓ Le questionnaire	11
✓ Les entretiens	12
2. Processus d'échantillonnage de l'enquête	13
✓ La population.....	13
✓ Technique d'échantillonnage	13
✓ Plan d'échantillonnage	14
✓ Calcul de la taille de l'échantillon	14
✓ Répartition de l'échantillon	14
PARTIE I : DE LA MESURE DU NIVEAU DE CONNAISSANCE DES JEUNES SUR DES QUESTIONS HAUTEMENT ACTUELLES	15
1. Difficile nuance entre radicalisation et extrémisme violent	15
2. Scepticisme autour de la diversité des courants islamiques.....	16
3. L'ancrage de l'Islam confrérique au Sénégal : la tendance se confirme-t-elle chez le voisin guinéen ?	18
4. Références en matière religieuse : perceptions inversées des Labékas et des Vélingarois	19
5. L'existence sous-estimée de groupes armés dans la sous-région : c'est l'heure du réveil !.....	20
PARTIE II : PERCEPTIONS SUR LES FACTEURS DE RADICALISATION : LA PRECARITE REVIENT ET LAISSE PEU DE PLACE A INTERNET.....	22
1. La précarité comme facteur de basculement dans la radicalisation : le trio chômage, pauvreté et exclusion sociale identifié par les jeunes	22
2. Internet, arme à double tranchant, entre source de connaissances et « facteur de radicalisation ».....	24

PARTIE III. PREVENTION DE LA RADICALISATION ET LUTTE CONTRE LE TERRORISME DANS UNE ZONE FRONTALIERE.....27

1. Prévention de la radicalisation27

✓ Le dialogue préconisé à la place de l’outil répressif...27

✓ ... Mais recours au chef de quartier ou aux services des FDS en cas de basculement dans l’extrémisme violent.....28

✓ Implication des jeunes dans la prévention de l’extrémisme29

2. Lutte contre le terrorisme30

a) Affaire de maintien de paix, l’ONU pressentie..... 30

b) L’Etat, l’acteur indiqué pour lutter contre le terrorisme 31

c) L’efficacité mitigée de l’arsenal juridique guinéen de lutte contre le terrorisme... 33

PARTIE IV. CRAINTES ET INTERPELLATIONS DES POPULATIONS EN ZONES FRONTALIERES : LA SOLIDARITE RESISTE AU-DELA DES MAUX35

1. La sécurisation des frontières, une nécessité35

2. L’accès difficile aux services sociaux de base.....36

3. Le besoin d’appui à l’entrepreneuriat fortement exprimé par les jeunes37

4. La solidarité affirmée en cas « d’attaque du pays voisin.....38

CONCLUSION40

✓ Tendances rassurantes.....40

✓ Tendances mitigées41

✓ Tendances inquiétantes41

RECOMMANDATIONS42

Partie I42

Partie II42

Partie III42

Partie IV43

BIBLIOGRAPHIE.....44

SIGLES ET ACRONYMES

ANSD : Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie

AQMI : Al Qaida au Maghreb Islamique

ANSAR DINE : Groupe armé Djihadiste « Défenseurs de l’islam »

BOKO-HARAM : Groupe armé terroriste, secte ou mouvement islamiste, « Jama’atu Ahlis Sunnah Lidda’awati Wal Jihad »

CEDEAO : Communauté Economique des Etats de l’Afrique de l’Ouest

CICO : Cadre d’intervention et de Coordination Interministériel des Opérations de lutte anti-terroriste

DER : Délégation à l’Entreprenariat Rapide

FDS : Forces de Défenses et de Sécurité

FONGIP : Fonds de Garantie des Investissements Prioritaires

FONIJ : Fonds National pour l’Insertion des Jeunes

GEM : Global Entrepreneurship Monitor (GEM)

GRIP : Groupe de Recherches et d’Information sur la paix et la sécurité

MFDC : Mouvement des Forces Démocratiques de la Casamance

MNLA : Mouvement National de Libération de l’Azawad

MUJAO : Mouvement pour l’Unité et le Jihad en Afrique de l’Ouest

ONU : Organisation des Nations Unies

QUIBB : Questionnaire sur les Indicateurs de Bases du Bien être

UEMOA : Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES

Tableau 1 : Comparaison entre enquêtes qualitative et quantitative

Tableau 2 : Répartition de l'échantillon selon le genre

Graphique 1 : Différence entre extrémisme violent et radicalisation

Graphique 2 : Nombre de courants en islam

Graphique 3 : Le seul courant en islam

Graphique 4 : Diversité des courants islamiques

Graphique 5 : Les confréries

Graphique 6 : Représentation de l'islam par les confréries

Graphique 7 : Référence en matière religieuse

Graphique 8 : Existence de groupes armés

Graphique 9 : Les facteurs de radicalisation des jeunes

Graphique 10 : Utilisation d'Internet

Graphique 11 : La radicalisation via internet

Graphique 12 : Moyens de lutte contre la radicalisation

Graphique 13 : Interlocuteur en cas de radicalisation

Graphique 14 : Implication des jeunes dans la prévention de l'extrémisme violent

Graphique 15 : Organisations pour le maintien de la paix

Graphique 16 : Qui pour lutter contre le terrorisme ?

Graphique 17 : Existence de structures étatiques contre le terrorisme

Graphique 18 : Efficacité de la justice contre le terrorisme

Graphique 19 : Evaluation du degré de sécurité

Graphique 20 : Evaluation du niveau d'accès aux services sociaux de base

Graphique 21 : Les actions de l'Etat pour l'entrepreneuriat

Graphique 22 : Pratique face à une attaque en pays voisin

AVANT-PROPOS

M. Thomas Volk

Représentant Résident de la Fondation Konrad Adenauer au Sénégal et en Gambie

La Fondation Konrad Adenauer et Timbuktu Institute vous invitent à lire leur étude sur la perception de la radicalisation dans les régions de Kolda au Sénégal et de Labé en Guinée.

En effet, ce travail de recherche répond à un questionnement devenu courant au Sénégal : Est-ce que la radicalisation voire les extrémismes religieux se développent davantage dans des régions périphériques, loin des sphères d'influence des grandes confréries musulmanes ?

Le Sénégal a la réputation d'être un ancre de stabilité dans la région, un pays sans conflits ethniques et religieux. Cependant, l'influence des courants extrémistes et une radicalisation progressent au niveau mondial, le continent africain n'en est pas épargné. Un manque de perspectives, la pauvreté croissante et le chômage poussent beaucoup de personnes non seulement à emprunter les sentiers périlleux de l'émigration clandestine, mais même à devenir un terrain fécond pour la radicalisation. C'est pour cela qu'il est important d'être vigilants, d'améliorer les perspectives des jeunes et de promouvoir l'éducation et la formation – aussi dans le sens d'une formation religieuse et d'un approfondissement des notions d'ouverture et de tolérance.

La Fondation Konrad Adenauer promeut le dialogue interreligieux au Sénégal depuis près de 30 ans, aussi à travers une série de colloques interreligieux qui entre dans sa 10ème année, ceci pour soutenir le Sénégal et ses populations dans un acquis précieux : la cohabitation paisible et harmonieuse des religions. Le Sénégal est ainsi un modèle pour les pays de la région et bien au-delà, et il est de plus haute importance de tout faire pour maintenir cet équilibre entre les religions et de renforcer la tolérance.

Cette étude effectuée par l'équipe de Timbuktu Institute dans deux régions périphériques de deux pays voisins, frères : le Sénégal et la Guinée, met en exergue les tendances actuelles par rapport à la perception des populations et des responsables religieux et politiques d'une montée des radicalismes. Les auteurs ont exploité et évalué minutieusement des centaines de questionnaires et ont donc une bonne base pour donner leur appréciation des défis et des perspectives dans les régions voisines, afin que les responsables puissent prendre des mesures idoines pour conserver la bonne cohabitation entre les religions et les populations dans les régions et entre les deux pays liés par une histoire millénaire, à travers leurs peuples, leur religion et leur désir de maintenir la paix sociale pour un développement fécond et durable.

INTRODUCTION

Au-delà de ses spécificités géographiques, voisine du Sénégal, la Guinée présente la particularité de se situer relativement en périphérie des pays du Sahel en proie à une situation sécuritaire préoccupante. La Guinée est traditionnellement considérée comme faisant partie des pays dits côtiers. Cette classification due à l'éloignement relatif par rapport aux zones de conflits qui se déroulent au Sahel fait aussi oublier qu'elle est aussi frontalière du Mali comme de certains autres pays récemment secoués par des conflits violents. C'est le cas de certains pays à l'équilibre plus ou moins fragile à l'instar de la Sierra Leone, du Libéria, de la Guinée Bissau et de la Côte d'Ivoire relativement stabilisée.

C'est en cela que la Guinée, malgré ses réalités politiques internes qui lui sont propres, offre des points de comparaisons pertinents avec son voisin sénégalais. En effet, depuis l'intensification de la crise sahélienne avec le conflit malien et ses répercussions dans la sous-région, Timbuktu Institute travaille à partir d'une typologie dite mouvante afin de mieux cerner et de différencier les approches souvent évolutives du phénomène de l'extrémisme violent rapport à l'extrémisme selon trois principales catégories :

- Catégorie 1 : pays ayant déjà connu un phénomène de terrorisme massif comme le Mali, le Nigéria ; ce sont les pays dits « cas d'école ».
- Catégorie 2 : pays sous pression sécuritaire ou faisant déjà face au phénomène de l'extrémisme violent à des niveaux préoccupants : Niger, Tchad, Burkina Faso (partiellement).
- Catégorie 3 : La Guinée et le Sénégal font partie, pour l'instant, de cette catégorie de pays offrant encore le cadre d'une approche prospective et préventive avec pertinence des actions de prévention de l'extrémisme violent (PVE).

Le Sénégal et la Guinée partagent une telle situation rendant complexe le traitement de la question de l'extrémisme violent en même temps qu'ils façonnent sa prise en charge dans l'élaboration des politiques publiques souvent conjoncturelle en dehors de toute prospective.

Il est à constater que la question de l'extrémisme violent ou de la radicalisation –concept plus souvent utilisé dans les rares études empiriques disponibles – ne semblait pas jusqu'ici au cœur des préoccupations centrales en termes de politiques publiques. Au Sénégal, il y a eu des tentatives d'exploration du phénomène depuis les années 2013¹. Une autre étude quantitative menée par Timbuktu Institute a suivi en 2016² portant sur les facteurs de radicalisation des jeunes dans la banlieue dakaroise.

Pour le cas de la Guinée, ce sujet semblait jusqu'à récemment évité dans un contexte déjà marqué par de profondes divergences sociales. Comme au Sénégal, on sort à peine d'une

¹ Sambe, B & Bâ D ; Grand angle sur le radicalisme religieux et la menace terroriste au Sénégal, ISS, 2013 <http://timbuktu-institute.org/images/Rapport-SAMBE-sur-la-radicalisation-et-la-menace-terroriste-au-Sngal.pdf>

² Voir lien <http://timbuktu-institute.org/images/Facteurs-de-radicalisation-et-perception-du-terrorisme-jeunes-banlieue-dakaroise-Sngal.pdf>

attitude de déni n'eût été l'environnement régional et la mobilisation des partenaires internationaux particulièrement intéressés par cette question.

Dans l'approche de la question de la radicalisation et de l'extrémisme violent en Guinée, on est longtemps resté sur une perception non encore politique du phénomène, négligeant parfois son éventuelle interaction avec des questions connexes telle que l'ethnicité – qui semble plus préoccuper – mais aussi la transnationalité des acteurs et des idéologies dans un environnement régional fortement caractérisé par l'interdépendance des terroirs malgré les frontières des Etats-nations. Mais, dans le cadre de l'approche à dominante « contre-terroriste », la question de l'extrémisme violent est souvent appréhendée sous un angle plus ou moins sécuritaire et liée à la lutte contre le terrorisme de manière générale malgré une nette prise de conscience progressive dans les deux pays.

Ainsi, en Guinée, des efforts épars sont consentis par les pouvoirs publics surtout dans l'organisation du culte, afin d'amoindrir les risques liés aux tensions intra ou interreligieuses, notamment dans le cadre du Secrétariat Général aux affaires religieuses avec un contexte marqué par les rivalités entre les différents courants sans oublier les possibles interférences à caractère ethnique ou régional.

Au Sénégal où les confréries offrent encore la base d'une religiosité favorable à une meilleure intégration en renforçant la cohésion sociale, ce sont surtout des mesures sécuritaires qui seront renforcées aussi bien à l'intérieur que dans les zones frontalières (Mali, Mauritanie). Il y aura, d'abord, la mise en place de la CLAT (Cellule de lutte anti-terroriste) puis du CICO (Cadre d'intervention et de Coordination interministériel des Opérations de lutte anti-terroriste) souvent dirigé par la Gendarmerie et qui se déploie sur l'ensemble du territoire au niveau des régions.

Loin des pressions sécuritaires que connaissent des pays comme le Niger ou le Tchad, le contexte guinéen présente, néanmoins, certaines difficultés liées à des aléas aussi bien internes qu'externes. Il y a les vulnérabilités liées à la diversité ethnique, aux conditions socioéconomiques (pauvreté, chômage), à la situation politique largement dominée par des clivages difficilement réductibles à moyen terme. Le caractère concurrentiel du champ religieux que l'on note déjà au Sénégal avec une moindre intensité, est beaucoup plus prononcé en Guinée. Dans ce dernier pays, la composition religieuse reste une donnée fondamentale malgré l'apparente cohésion d'une communauté musulmane. Elle est largement majoritaire mais traversée par les courants les plus divers (confréries Tidjaniya populaire à la fois chez les Peuls et les Malinkés, Qâdiriyya en Moyenne Guinée, mouvements salafistes d'obédience wahhabite dominant les centres urbains et influents dans la région de Labé) sans compter les Chrétiens (environ 8 %) surtout en Guinée forestière et dans la capitale.

Cette situation de rivalités intra-confessionnelles rendue plus complexe par le biais ethnique, notamment dans la zone de Labé ciblée par cette étude, semble plus tendue qu'au Sénégal, avec une dualité prononcée du champ islamique. Ce champ semble dominé par un Islam traditionnel malikite et soufi mais contre lequel les courants wahhabites gagnent progressivement en influence. Pour le cas de la Guinée, en plus de telles rivalités, il faudrait prendre en compte les éventuelles dissensions qui pourraient être accentuées par la

politisation de l'éthnicité et de la religion à l'approche deux échéances électorales majeures : les législatives de 2019 et les présidentielles de 2020. Au Sénégal, le très fort ancrage sociopolitique des confréries atténue ces tensions mais les équilibres sont de plus en plus bousculés surtout avec la transnationalité des acteurs.

Malgré l'éloignement des théâtres d'opération des groupes extrémistes violents, on ne peut ignorer, pour les deux pays, l'environnement sécuritaire régional prévalant au Nord du Mali mais aussi la région centre (Mopti) présentant les mêmes caractéristiques ethniques que la Guinée (spécifiquement le Fouta Djallon).

De plus, la Guinée comme le Sénégal ne sont pas totalement en dehors du phénomène de la mondialisation du croire qui a affecté ses voisins de la région. En fait, les communautés religieuses n'ont plus de frontières et leurs actions dépassent largement le cadre géographique des pays et des régions. Plusieurs organisations étrangères y sont actives avec une stratégie basée souvent sur deux socles : la Da'wah (prédication) et l'Ighâtha (secours humanitaire, travail social). C'est le cas des organismes proches de l'Arabie Saoudite comme la Ligue islamique mondiale (Râbitat al-âlam al-islâmî, en arabe), Hay'at al-ighâtha al-'âlamîyya (Secours islamique), Lajnat Muslimî Afrîqiyya (Comité des musulmans d'Afrique) en Casamance, mais aussi le réseau Koweïtien du Jam'iyyatIhyâ Turâth (Association pour la revivification du patrimoine) très présent au Mali, au Burkina et dans le sud du Sénégal.

Au-delà de la simple dimension migratoire dans ces zones frontalières, il y a aussi le lien entre organisations religieuses des deux pays et celles de pays européens notamment de la diaspora en France avec l'appui organisationnel des réseaux proches des Frères musulmans, telles que « Musulmans de France ». Ces réseaux sont, depuis quelques années, particulièrement actifs dans le milieu scolaire et universitaire. De telles ingérences, dans un pays comme la Guinée et les régions Sud du Sénégal, accentuent les « communautarismes » et les identités parallèles, potentiellement exploitables par la propagande extrémiste.

Dans le cadre de la poursuite des efforts de cartographie des problèmes sécuritaires dans les zones frontalières, Timbuktu Institute a mené cette étude afin de mieux comprendre les facteurs éventuels de radicalisation dans la région Sud du Sénégal et de Labé en Guinée. Une telle étude vise surtout à offrir aux décideurs étatiques et à leurs partenaires internationaux, une meilleure compréhension des enjeux de la radicalisation juvénile mais surtout des outils d'anticipation dans le cadre de politiques préventives.

METHODOLOGIE ADOPTEE

Pour mieux appréhender les facteurs de vulnérabilité des jeunes (18-35 ans) dans les zones frontalières sénégal-guinéennes, nous avons mené cette présente étude de terrain dans le but de récolter des informations générales et spécifiques autour de la radicalisation et de l'extrémisme violent. Il est à noter qu'un recensement exhaustif de la population concernée (les régions de Kolda et de Labé) est peu plausible (car très vaste), vu que les moyens demeurent très limités et le temps, assez restreint.

Dans ces conditions, nous n'avons enquêté qu'une fraction jugée représentative de la population totale, ce qu'on appelle « échantillon ». En statistique, un échantillon est un ensemble d'individus représentatifs d'une population. L'échantillonnage consiste donc à sélectionner parmi un groupe plus nombreux, un sous-groupe représentatif de la population à étudier. En d'autres termes, c'est le processus qui permet d'étudier une petite partie d'une population afin d'établir des constats pertinents sur la population entière.

1. METHODES ET OUTILS DE COLLECTES DES DONNEES

✓ Le questionnaire

Une enquête par questionnaire est une recherche méthodique d'informations reposant sur des questions et des témoignages et, qui, une fois analysés, permettront le plus souvent, de mieux connaître une situation pour mettre en place ou évaluer une action.

Nous avons adopté comme technique de collecte de données l'entretien face-à-face afin d'assurer une plus grande fiabilité des résultats. Les protagonistes de l'entretien se font face et peuvent ainsi dialoguer en utilisant toutes les ressources de la communication interpersonnelle. Les circonstances de ce type de communication de sujet à sujet présentent des avantages certains. L'enquêteur sollicite activement le répondant tout en interagissant avec lui pour réguler l'entretien dans sa durée. Il peut, en cours ou en fin d'entretien, noter les caractéristiques du comportement de son interlocuteur. La durée de l'entretien, la perception de l'assurance, de la sincérité de l'interlocuteur, la présence ou l'absence de certains indices sur les lieux de l'interview, de comportement sont a priori définis. Nous avons donc veillé à la formation des enquêteurs et des superviseurs afin que les données ne souffrent d'aucun biais.

Pour les besoins de l'échantillonnage, les sources des données demeurent principalement les rapports définitifs des derniers recensements des populations de la Guinée Conakry et du Sénégal. Pour le premier pays cité, c'est le 3^{ème} recensement général de la population et de l'habitat du 1^{er} mars au 02 avril 2014 (RGPH-2014) et concernant le second, il s'agit du 4^{ème}

recensement général de la population, de l'habitat, de l'agriculture et de l'élevage (RGPHAE de 2013), du 19 novembre au 12 décembre 2013.

Pour recueillir les données, nous avons soumis un questionnaire qui a été traduit en langue locale (le pulaar) par les enquêteurs. D'ailleurs, ces derniers ont été recrutés en partie sur la base du critère de maîtrise des langues dominantes.

Les données collectées sont aussi bien à caractères qualitatif que quantitatif.

QUALITATIVE	QUANTITATIVE
<ul style="list-style-type: none">• Approche intensive	<ul style="list-style-type: none">• Approche extensive
<ul style="list-style-type: none">• Structuration minimum	<ul style="list-style-type: none">• Structuration maximum
<ul style="list-style-type: none">• Entretien ouvert sur un thème	<ul style="list-style-type: none">• Questionnaire standardisé
<ul style="list-style-type: none">• Libre expression du répondant	<ul style="list-style-type: none">• Questions imposées au répondant
<ul style="list-style-type: none">• Nombre réduit d'enquêtés	<ul style="list-style-type: none">• Grand nombre d'enquêtés

Les données quantitatives garantissent une estimation précise, une robustesse et une efficacité pour la prise de décisions. S'agissant des données qualitatives, elles sont plus riches en informations car exposant largement les points de vue des répondants. Dans le cadre de notre présente enquête, nous allons privilégier les données quantitatives afin de recueillir le maximum de connaissances, attitudes et pratiques (CAP) sur le sujet d'étude (*la radicalisation*). L'enquête CAP est ici conçue comme un cadrage, c'est-à-dire un dispositif de documentation des connaissances, d'observations sociologiques des perceptions (attitudes) et des comportements (pratiques) face à la radicalisation religieuse. Ainsi, nous avons testé les perceptions des jeunes sur le phénomène de l'extrémisme violent, leurs attitudes face à la radicalisation et leurs éventuelles pratiques afin de contrer l'extrémisme violent.

800 jeunes, hommes et femmes, âgés de 18 à 35 ans ont été interviewés dans les deux sites selon le poids démographique : 427 à Labé (*Guinée*) et 373 à Vélingara (*Sénégal*). Pour ce faire, 40 enquêteurs ont été recrutés et formés dont 21 en Guinée et 19 au Sénégal, assistés par un superviseur pour chaque pays. Les enquêteurs sont des acteurs très importants dans le cadre de ce projet car ils sont les premiers relais et les garants de la crédibilité de l'enquête CAP.

✓ Les entretiens

Les entretiens qualitatifs ont pour but de mieux analyser les données quantitatives grâce aux perceptions et positions de leaders religieux et autorités publiques ainsi que des observateurs

locaux, mieux placés pour détecter les signaux de radicalisation et alerter sur les difficultés que rencontrent les jeunes visés par le rapport.

L'équipe de recherche a profité de sa visite de terrain, en compagnie du statisticien, pour mener des interviews semi-directifs ainsi que des discussions ouvertes avec des responsables religieux et autorités publiques de Vélingara et de Labé en plus de quelques figures centrales de la société civile. En plus des entretiens, l'équipe a aussi procédé à une revue de littérature afin de mieux cerner le contexte sécuritaire de l'étude.

2. PROCESSUS D'ÉCHANTILLONNAGE DE L'ENQUÊTE

✓ La population

La connaissance de la population de référence a été primordiale dans l'élaboration de ce plan d'échantillonnage optimal, garant de la qualité des analyses menées. En statistique, on appelle population un ensemble d'éléments caractérisés par un critère permettant de les identifier sans ambiguïté. Chacun des éléments est appelé individu (*ou unité statistique*).

Notre présente enquête s'est déroulée sur la zone frontalière entre les Républiques du Sénégal (*Vélingara*) et de la Guinée (*Labé*).

La région de Kolda possède une population de 662.455 habitants, soit 4,9% de la population du Sénégal selon le recensement national de 2013. Nous nous intéressons au département de Vélingara qui représente 42% de la population de la région (27.8231 habitants). C'est une zone essentiellement rurale (74%) avec 50,6% d'hommes. Le rapport de masculinité y est de 102/100 traduisant une légère supériorité numérique des hommes par rapport aux femmes. Sa population est très jeune (33%) ; l'âge moyen n'est que de 20 ans contre 22,7% au plan national.

La région de Labé abrite une population estimée à 994.458 habitants, d'après les chiffres du dernier recensement général de la population et de l'habitat de la Guinée. La préfecture de Labé compte 318.938 habitants dont 45% d'hommes. La majorité de la population est rurale (80%).

Les femmes sont majoritaires dans cette zone (55%).

✓ Technique d'échantillonnage

De nombreuses enquêtes CAP utilisent l'échantillonnage en grappes, une méthode qui tire au hasard un échantillon aléatoire à partir de sous-ensembles de la population; les interviews sont alors conduites avec un certain nombre d'individus dans chaque grappe pour atteindre la taille de l'échantillon désirée. Dans le cas de cette méthode, plus la taille de l'unité est grande, plus sa chance d'être incluse dans l'échantillon est élevée.

✓ Plan d'échantillonnage

Nous avons opté pour l'échantillonnage stratifié qui divise la population totale en groupes homogènes appelés strates afin de rendre notre stratégie plus efficace. Le recours à un plan d'échantillonnage répond en général à une contrainte pratique (*manque de temps, coût financier, etc.*) empêchant l'étude exhaustive de la population. Afin de faire une stratification optimale de la population, nous avons choisi dans le cadre de cette enquête, le lieu de résidence et le sexe.

Les participants sont donc choisis sur la base de critères et d'un raisonnement précis.

✓ Calcul de la taille de l'échantillon

Dans le cadre de cette enquête, nous avons choisi un grand échantillon afin de produire des données précises. En effet, la taille de l'échantillon détermine le degré d'incertitude. Plus elle est grande, plus le risque d'erreur d'échantillonnage est faible. Ainsi, nous avons sondé 800 individus afin de s'assurer d'une meilleure représentativité de la population.

✓ Répartition de l'échantillon

Notre échantillon a été réparti de manière homogène dans les deux zones de la frontière (Vélingara et Labé). Nos enquêteurs n'ont interrogé qu'un seul individu au sein d'un ménage et les ménages ont été choisis de manière aléatoire.

Tableau : Répartition de l'échantillon selon le genre

Vélingara	Homme	Femme	Total
Population	140701	137530	278231
Jeunes	46431	45385	91816
Nombre de ménages			31421
Taille de l'échantillon			373
Labé	Homme	Femme	Total
Population	143586	175352	318938
Jeunes	47383	57866	105250
Nombre de ménages			56600
Taille de l'échantillon			427
Total	Homme	Femme	Total
Population	284287	312882	597169
Jeunes	93815	103251	197066
Nombre de ménages			27680
Taille totale de l'échantillon			800

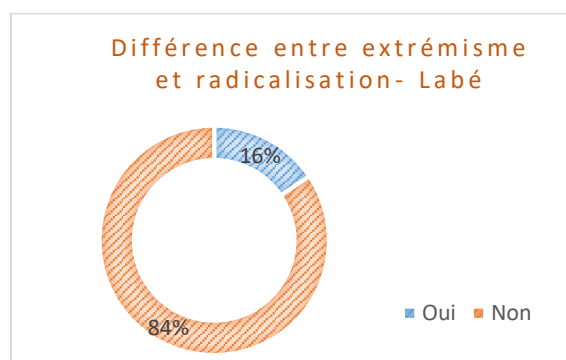
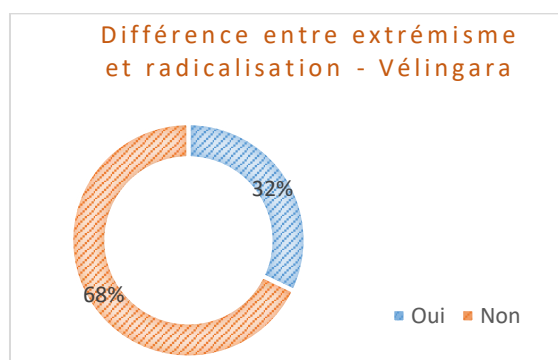
PARTIE I : DE LA MESURE DU NIVEAU DE CONNAISSANCE DES JEUNES SUR DES QUESTIONS HAUTEMENT ACTUELLES

Mesurer le niveau de connaissance des jeunes sur des questions actuelles comme la distinction entre radicalisation et extrémisme, la diversité des courants islamiques, le niveau d'information quant à l'existence de groupes armés dans la sous-région, permet d'avoir une diversité de point de vue explicatifs de la situation sécuritaire. Son intérêt réside dans le fait de détecter ceux qui peuvent se radicaliser parce que convaincus de prêcher une parole de vérité après une spécialisation en études religieuses, et de les distinguer de celles et de ceux qui peuvent être embrigadés par simple récupération de frustrations. Ainsi, c'est en mesurant ce niveau de connaissance que des recommandations adéquates pourraient être formulées pour une meilleure prévention de la radicalisation.

1. DIFFICILE NUANCE ENTRE RADICALISATION ET EXTREMISME VIOLENT

L'une des principales difficultés auxquelles font face les praticiens des sciences humaines et sociales concernant la thématique de la radicalisation est celle de la définition des concepts. D'un point de vue linguistique, le terme « radicalisation » renvoie au mot « radical », synonyme de racine. C'est ainsi que, d'un point de vue religieux, certains qualifient de radicaux des individus ou groupes prétendant se référer aux comportements et enseignements des premières générations de Musulmans. Quant au terme « extrémisme violent », il est souvent utilisé pour éviter le vocable « djihadisme », qui renvoie au djihad afin de ne pas avoir une lecture purement religieuse d'un phénomène aux facteurs multiples.

Les jeunes des deux localités, objets de notre recherche, font face à cette même difficulté d'avoir une définition consensuelle des termes « radicalisation » et « extrémisme violent ». D'ailleurs, malgré les nuances entre les deux termes, la plupart des jeunes enquêtés n'arrive pas à saisir la différence entre « radicalisation » et « extrémisme violent ». C'est ainsi qu'à la question « Faites-vous une différence entre la radicalisation et l'extrémisme violent ? », seuls 32% répondent par l'affirmative à Vélingara contre 16% à Labé.

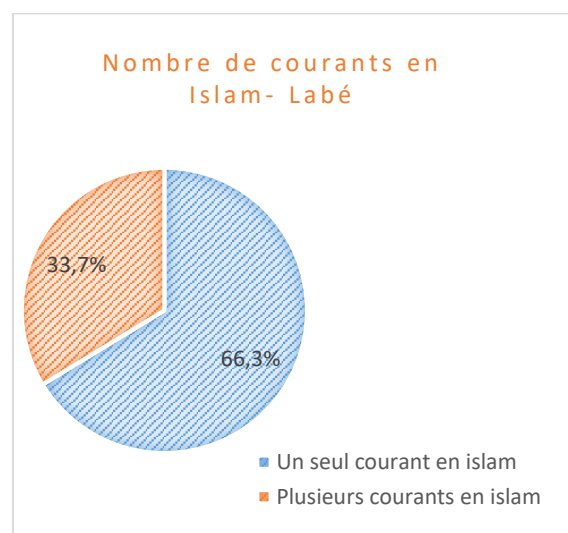
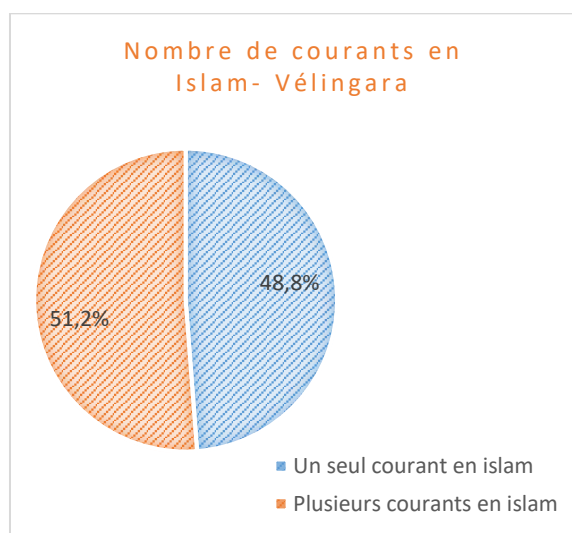


Cette difficile nuance entre les deux termes cache une problématique plus inquiétante : les jeunes Vélingarais et Labékas ont une maîtrise assez limitée de phénomènes qui, dans une zone frontalière, devaient pourtant interpeller davantage.

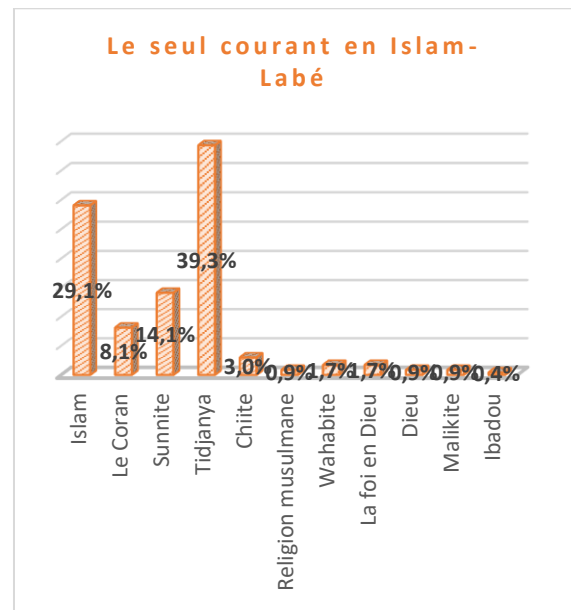
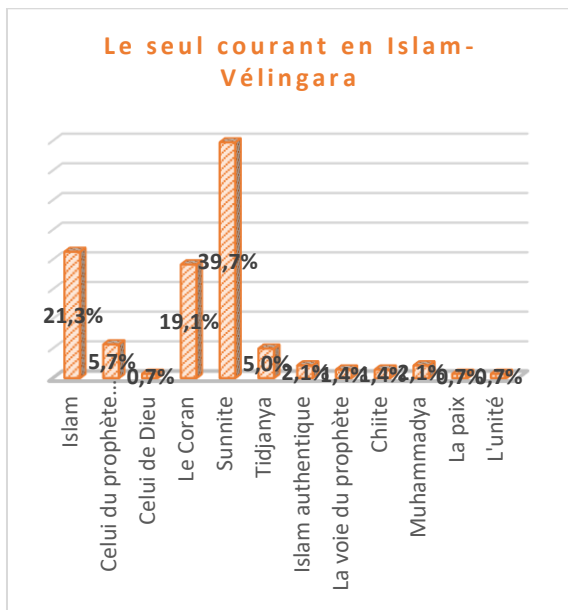
2. SCEPTICISME AUTOUR DE LA DIVERSITE DES COURANTS ISLAMIQUES

L'une des particularités de l'islam réside dans la diversité et la multiplicité de ses branches et courants idéologiques. Du Moutazilisme à l'Ibadisme en passant par le Sunnisme et le Chiisme, les visions s'affrontent. D'un point de vue juridique, rien que le Sunnisme connaît quatre écoles canoniques, chacune prétendant prêcher la « vérité ». Les courants théologiques et branches mystiques aussi font de l'islam une religion loin d'être monolithique. Les différentes confréries soufies sénégalaises peuvent témoigner de cette diversité intra-islamique.

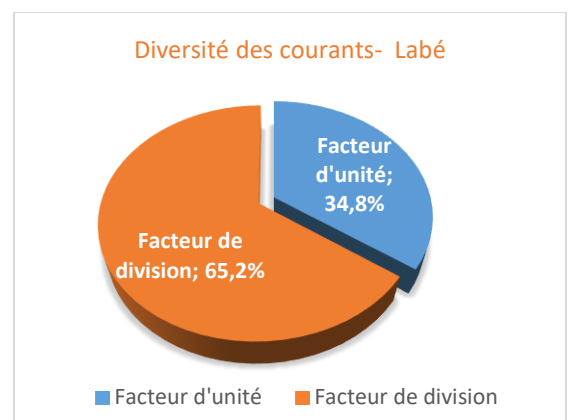
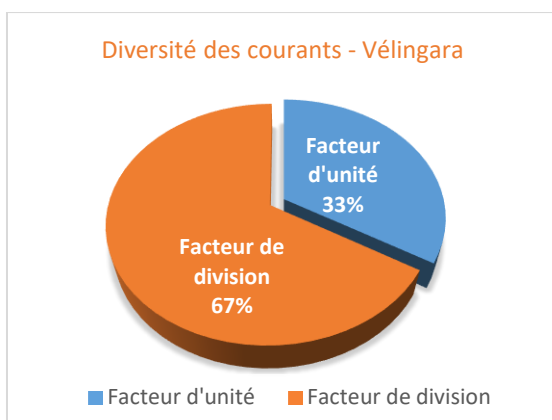
Mais ces données demeurent non maîtrisées par la majorité des jeunes de Vélingara et de Labé, ce qui témoigne d'un faible niveau de connaissance en matière religieuse. C'est cela qui fait qu'à la question « Pour vous, il y a : un seul courant ; plusieurs courants en Islam ? », ils sont nombreux à penser qu'il n'y a qu'un seul courant en Islam (66,3% à Labé contre 48,8% à Vélingara).



Mais, le plus étonnant est leurs réponses lorsque nous leur demandons de citer l'unique courant islamique. On y trouve des réponses qui, pour le moins, témoignent d'une confusion et d'un manque de culture islamique, telles que « la foi en Dieu », « le Coran », « la paix », « l'islam authentique » ou encore « la voie du Prophète ».



Ces données statistiques nous éclairent mieux sur les propos d'un leader religieux Vélingarois qui affirmait que « *s'il devait y avoir de la radicalisation ici, la religion n'en sera jamais le facteur puisqu'il n'y a pas de culture islamique ici. Les jeunes ne sont pas instruits en religion.* »³ Cependant, ce qui pourrait être source d'inquiétude est le fait que les jeunes affirment que l'existence de plusieurs courants en Islam serait source de division et non pas source de richesse. Cela expliquerait la raison pour laquelle l'une des figures les plus importantes de l'Islam Labékas, à savoir l'imam principal de la grande mosquée de Labé, définissait la radicalisation comme le rejet des autres courants et de la diversité. C'est ainsi qu'il disait à l'un de nos chercheurs que la radicalisation « *c'est le fait de dire que ce que nous suivons est vrai et ce que l'autre fait est faux* ».

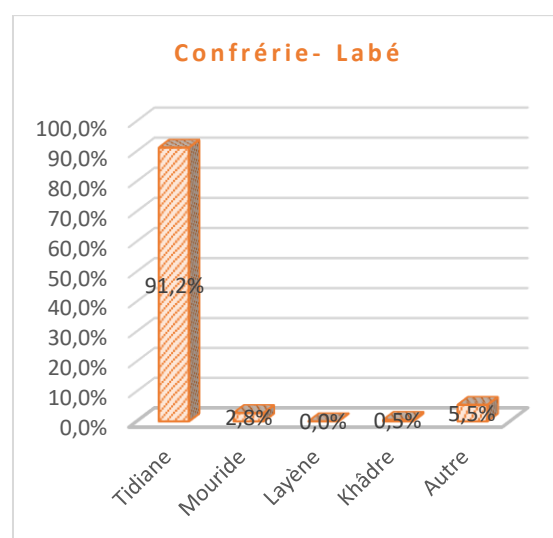
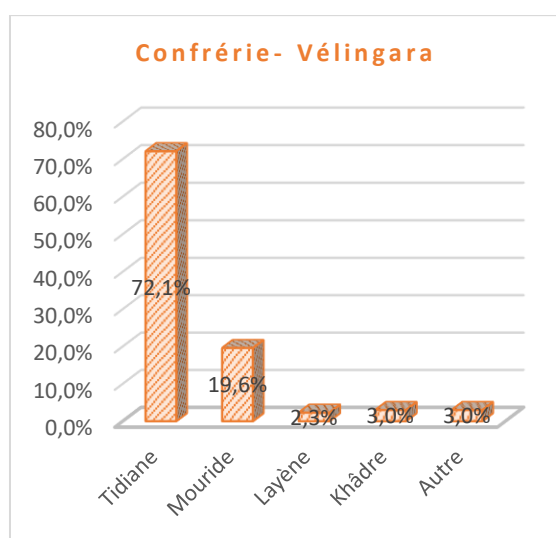


³ Entretien avec un responsable religieux dans un hôtel de Vélingara le 29-07-2018

3. L'ANCRAGE DE L'ISLAM CONFRERIQUE AU SENEGAL : LA TENDANCE SE CONFIRME-T-ELLE CHEZ LE VOISIN GUINEEN ?

Nombreux sont les chercheurs qui voient en l'ancrage de l'islam confrérique l'une des sources de stabilité du Sénégal et d'une partie de la sous-région. Ainsi, l'épisode Tombouctou a été vécu, pour certains observateurs, comme une agression de ce modèle islamique par des idéologies religieuses venues d'ailleurs⁴, pendant que d'autres préconisent de prendre au sérieux les idéologies qui contestent l'islam confrérique.⁵

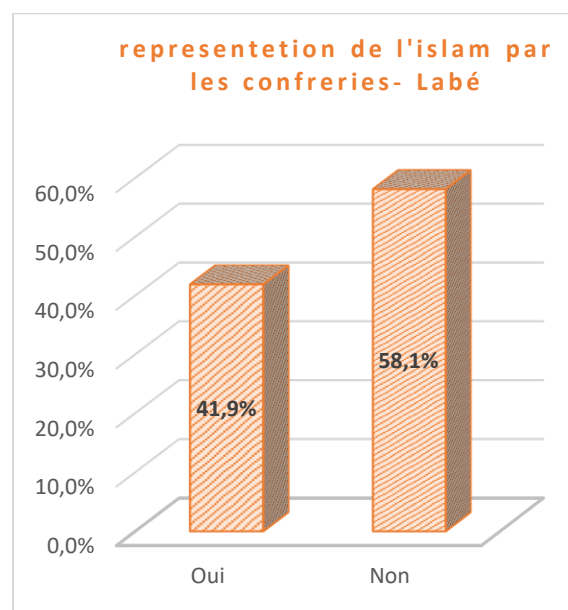
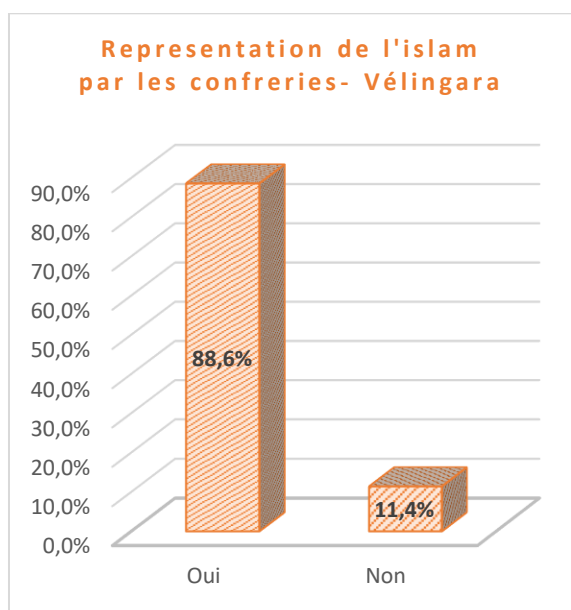
Concernant les zones frontalières ciblées par cette recherche, malgré la poussée du Salafisme observée sur le terrain, notamment à Vélingara, l'islam confrérique domine encore. Dans les deux localités, c'est la confrérie Tijâniyya qui arrive en tête (72,1% à Vélingara contre 91,2% à Labé). C'est ensuite que la nuance se manifeste. En effet, pour Vélingara, c'est la confrérie mouride qui arrive après la Tijâniyya avec 19,6% d'adeptes pendant que, à Labé, la catégorie « autre » suit la Tijâniyya avec un pourcentage de 5,5%. De ce point de vue, il est plus probable que Labé soit plus concerné par la remise en cause de l'islam confrérique.



En dépit de cet ancrage de l'islam confrérique, aussi bien à Labé qu'à Vélingara, une certaine incohérence peut-être observée auprès des jeunes répondants, surtout à Labé. C'est ainsi que, à la question « les confréries représentent-elles l'islam ? », ils sont une majorité à Labé (58,1%) à donner une réponse négative pendant que 88,6% des jeunes Vélingarois répondent par l'affirmative.

⁴ Voir Bakary Sambe, *Des mausolées de Médine aux saints de Tombouctou : le Wahhabisme à l'assaut de la mémoire*, en ligne, https://www.asfiyahi.org/Des-mausolees-de-Medine-aux-saints-de-Tombouctou-le-Wahhabisme-a-l-assaut-de-la-memoire_a835.html [lien consulté le 15 octobre 2018]

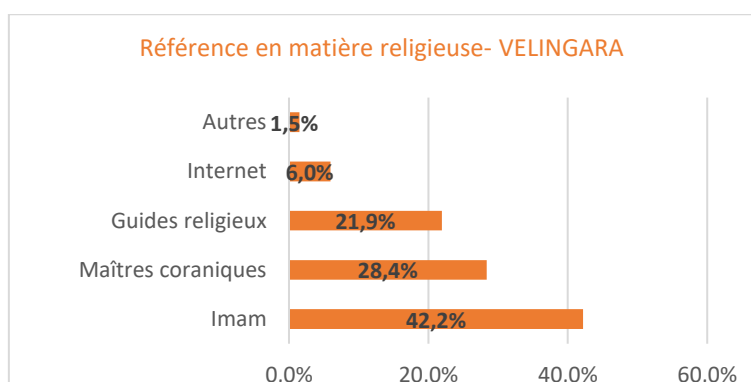
⁵ Voir SeydiDiamilNiane, *Au Sénégal, il faut surveiller l'idéologie qui conteste l'islam confrérique*, en ligne, https://www.dakaractu.com/Seydi-Djamil-Niane-auteur-et-chercheur-associe-a-Timbuktu-Institute-Au-Senegal-il-faut-surveiller-l-ideologie-qui_a156794.html [lien consulté le 15 octobre 2018]

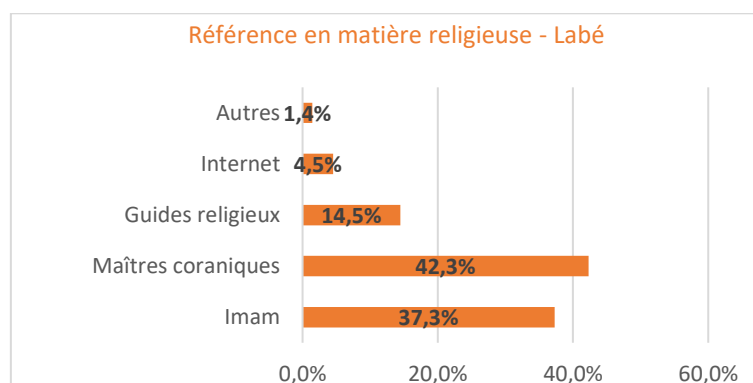


Comment interpréter ce paradoxe, surtout à Labé ? Les jeunes ignorent-ils les bases théologiques des confréries bien que membres de celles-ci ? Ou a-t-on affaire à des jeunes qui se disent membres des confréries par pur conformisme culturel sans aucune conviction profonde ? Ou l'influence des idéologies de contestation de l'islam confrérique serait-elle à l'origine de ce fait ? Rien n'est moins sûr.

4. REFERENCES EN MATIERE RELIGIEUSE : PERCEPTIONS INVERSEES DES LABEKAS ET DES VELINGAROIS

À la question « qui est votre référence en matière de connaissance religieuse ? », les deux personnalités auxquelles les jeunes Vélingarois et Labékas font le plus confiance sont les imams et maîtres coraniques dans une tendance inversée. C'est ainsi que 42,3% de jeunes de Labé citent les maitres coraniques pendant que 37,3% font de l'imam leur primo-référence. Á Vélingara, c'est l'imam qui arrive en premier (42,2%) suivi des maîtres coraniques (28,4%).





Ces données sont d'une importance capitale si l'on sait que d'aucuns font de la radicalisation et de l'extrémisme religieux les conséquences d'une interprétation belliqueuse des textes dits sacrés. Aussi, lutter contre ces interprétations peut-il être une exigence pour combattre l'extrémisme ? De ce point de vue, il est important d'avoir la cartographie des leaders auxquels les jeunes font le plus confiance en matière religieuse.

Rappelons que ces données sont proches de celles qui ont été obtenues dans la banlieue dakaroise ainsi qu'à Rosso-Sénégal. Dans la première localité, les jeunes sont 38% à faire de l'imam celui qui connaît mieux le Coran, suivi des maîtres coraniques qui convainquent 21% de jeunes banlieusards de Dakar⁶. À Rosso-Sénégal les maîtres coraniques arrivent en tête avec 41,3% de répondants, suivis de l'imam qui a la confiance de 24,5% des jeunes de Rosso⁷.

5. L'EXISTENCE SOUS-ESTIMÉE DE GROUPES ARMÉS DANS LA SOUS-REGION : C'EST L'HEURE DU REVEIL !

Dans la sous-région ouest africaine, des conflits armés ont déjà fait beaucoup de ravages avec une violation accrue des droits de l'homme. La rébellion qui y sévit a été une porte ouverte au banditisme avec un certain degré de violence armée de sorte que, la présence de groupes armés liés à la radicalisation et à l'extrémisme violent n'a pas été très évidente. Ce qui leur a permis de s'installer ou plutôt d'avoir des cellules « dormantes » sans se faire remarquer immédiatement. À titre d'exemple, le MFDC⁸, principal groupe armé de la Casamance, comptait en « 2004, 2000 à 4000 combattants armés⁹ » qui, en plus des affrontements avec les militaires sénégalais, étaient beaucoup cités dans les attaques à main armées de civils, de voyageurs ou de villages entiers.

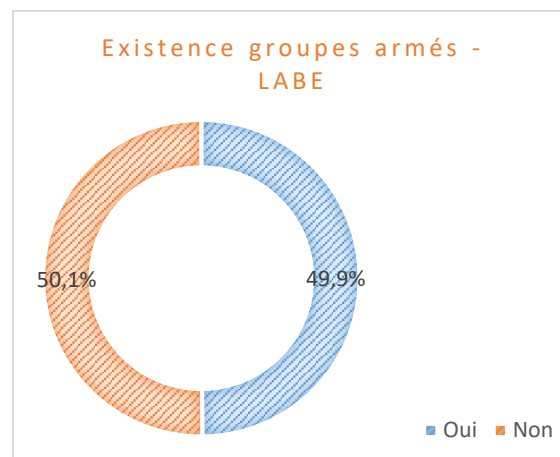
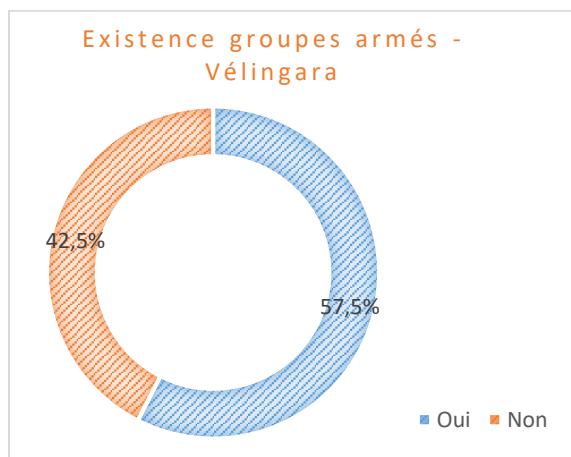
⁶Timbuktu Institute, *Facteurs de radicalisation – Facteurs de radicalisation et perception du terrorisme chez les jeunes dans la grande banlieue de Dakar*, Rapport de recherche, octobre 2016.

⁷Timbuktu Institute, *Facteurs de radicalisation et perception du terrorisme chez les jeunes des zones frontalières du Sénégal et de la Mauritanie*, Rapport de recherche, mars 2018.

⁸ Mouvement des Forces Démocratiques pour la Libération de la Casamance

⁹ Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la sécurité (GRIP), Note d'analyse sur le Mouvement des Forces Démocratiques de la Casamance (MFDC), novembre 2011

Cet état de conflit permanent a pu favoriser l'installation de combattants d'un autre genre. Avec des statistiques de 57,5% d'affirmation de leur présence à Vélingara et 49,9% à Labé, le constat de leur existence est fait.



Toutefois, ils sont nombreux à ignorer la présence de ces groupes armés. Ceci est à la fois alarmant et inquiétant (42,5% de non à Vélingara et 50,1% à Labé).

Maintenant que l'évidence ne peut plus être niée, il serait important d'y faire face. Une stratégie de prévention de la radicalisation serait la bienvenue et permettrait de faire tomber le voile d'insécurité qui empêchait de voir la présence de groupes djihadistes armés. Le réveil doit se faire sur la poussée bien réelle des idéologies radicalisées ainsi que la présence de groupes armés, rebelles et autres bandits (coupeurs de routes, agresseurs etc.) dans la sous-région.

Toutefois, pour réussir la prévention, faudrait-il connaître les facteurs de radicalisation.

PARTIE II : PERCEPTIONS SUR LES FACTEURS DE RADICALISATION : LA PRECARITE REVIENT ET LAISSE PEU DE PLACE A INTERNET

Au-delà de la difficulté que posent les précautions conceptuelles relatives à la distinction entre radicalisation et extrémisme violent, les jeunes pointent du doigt un certain nombre de réalités sociales qui seraient porteuses de germes de radicalisme religieux à long terme. La constance de la trilogie « chômage-pauvreté-exclusion sociale » dans plusieurs travaux s'intéressant aux facteurs de radicalisation, y compris dans celui-ci, est frappante et pose en même temps, le débat sur l'application effective des politiques publiques existantes. En effet, les frustrations socioéconomiques auxquelles font face les jeunes africaines, participeraient grandement à leur radicalité, laquelle est, dans un premier temps, un moyen de donner sens à une existence peu valorisée par les rouages des systèmes en place avant l'extériorisation de cette frustration par de la violence.

Par ailleurs, les progrès que les technologies de l'information et de la communication ont enregistrés ces dernières décennies, notamment internet, ont facilité la propagation des exactions des groupes terroristes sur la toile. Ce qui est dans une moindre mesure un canal de radicalisation, de recrutement de candidats au « djihad » et de terrorisme in fine.

1. LA PRECARITE COMME FACTEUR DE BASCULEMENT DANS LA RADICALISATION : LE TRIO CHOMAGE, PAUVRETE ET EXCLUSION SOCIALE IDENTIFIE PAR LES JEUNES

De prime abord, la question des facteurs de radicalisation est fondamentale pour mieux comprendre le phénomène. Les organisations internationales, régionales comme sous régionales, de même que les Etats et instituts de recherche l'ont bien comprise et s'intéressent davantage à ces facteurs. Le regard extérieur pourrait trouver comme arguments explicatifs le fanatisme religieux, le manque d'éducation, l'ignorance entre autres sans creuser le questionnement sur le rôle que pourraient jouer les déterminants socioéconomiques. Tel est le cas de ce haut dignitaire religieux vélingarois pour qui « *l'ignorant est plus exposé à la radicalisation que les autres* »¹⁰, argument réconforté par celui de ce responsable administratif qui fustige l'ignorance comme étant « *la cause de la radicalisation et qui en est elle-même l'élément moteur* ».

Pourtant, à y regarder de plus près, la radicalisation serait, selon une vision introspective des jeunes, un moyen d'expression des frustrations socioéconomiques. Le mal des centres urbains africains (chômage et pauvreté), comme on a pu le relever lors de l'enquête de la banlieue dakaroise, se fait ressentir dans les zones frontalières très éloignées des centres de décision,

¹⁰Entretien qualitatif réalisé en Septembre 2018 à Vélingara par Timbuktu Institute

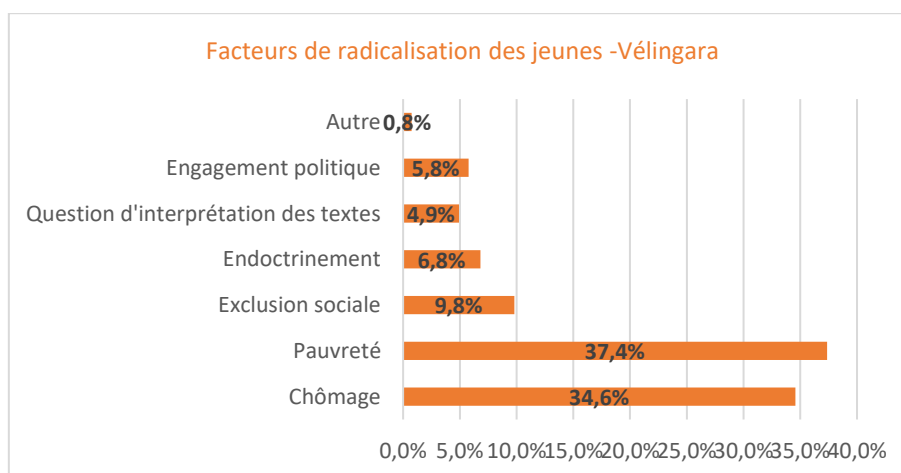
peu lotis en termes d'infrastructures et difficile d'accès. C'est du moins ce que les jeunes affirment très souvent lorsqu'on les interpelle sur cette question.

Selon un rapport du Bureau Régional de la Planification et du Développement de Labé publié en novembre 2008, intitulé « *Monographie de la Région Administrative de Labé* », 65% de la population vivent en dessous du seuil de pauvreté. Quant au taux de chômage, il est rare d'obtenir des informations fiables renseignant sur cette réalité sociale.

Toutefois, le Questionnaire sur les Indicateurs de Base du Bien-être (QUIBB) du même rapport indique que 5,4% de la population sont considérés comme chômeurs¹¹.

De l'autre côté de la frontière, à Vélingara, la deuxième enquête de suivi de la pauvreté¹², place la région de Kolda à laquelle est rattachée le département de Vélingara au sommet des taux de pauvreté les plus élevés du Sénégal (76,6%)¹³. Le taux de chômage, lui, est le 2^{ème} le plus élevé (38,8%) après celui de la région de Matam qui est de 54,2%¹⁴.

Dans les cas spécifiques des deux villes ciblées par cette recherche, la pauvreté et le chômage constituent de véritables difficultés ressenties comme invincibles et exposant les jeunes, au banditisme, à la criminalité, voire au radicalisme. Ainsi, interrogés sur les facteurs motivant la radicalisation chez les jeunes, l'écrasante majorité pointe du doigt le chômage (33,3% à Labé et 34,6% à Vélingara) et la pauvreté (30,4 à Labé et 37,4% à Vélingara). L'exclusion sociale arrive en troisième position avec respectivement 11,2 et 9,8% à Labé et à Vélingara.

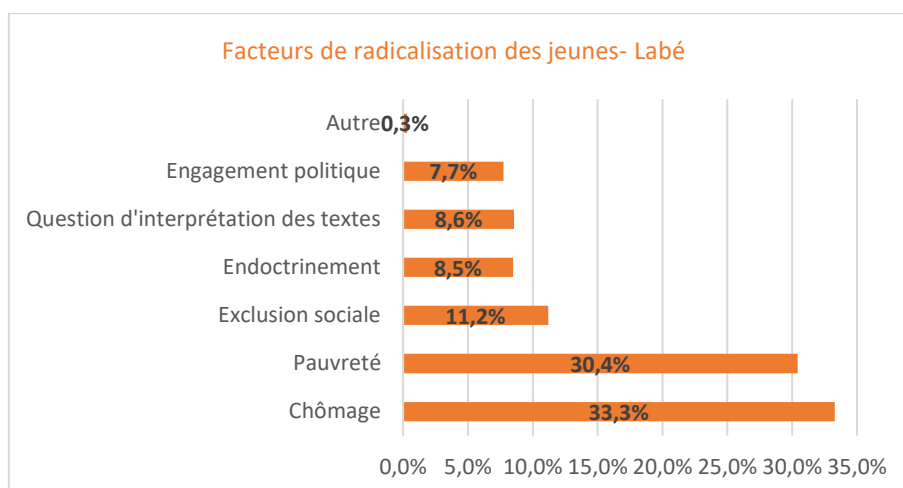


¹¹ Bureau Régional de la Planification et du Développement, *Monographie de la Région Administrative de Labé*, Novembre 2008, p.88.

¹²Rapport de l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) du Sénégal de 2011 dont le rapport définitif a été rendu public en Mai 2013

¹³http://www.ansd.sn/ressources/publications/Rapport_ESPS-2011.pdf

¹⁴source : ANSD/SRSD Kolda : Situation Economique et Sociale régionale - 2013.



Il en était de même d'une série d'études de perception menée par Timbuktu Institute sur cette même problématique où les populations sondées évoquaient quasi systématiquement ces mêmes causes¹⁵. À l'aune de ces tendances récurrentes « chômage, pauvreté et exclusion sociale », ce trio commence à s'ériger en principe tellement il devient un réflexe chez la frange jeune. Le croisement entre motifs de radicalisation et activité professionnelle exercée, place les étudiants et élèves comme catégories ciblant plus le chômage.

L'endoctrinement, la question de l'interprétation des textes arrivent pratiquement en dernière position puisqu'ils capitalisent 8,5% et 8,6% à Labé et 6,8 et 4,9% à Vélingara. Cette dernière serait, dans le contexte sénégal-guinéen, marginalement fruit d'un endoctrinement et principalement moyen d'assouvir l'expression des frustrations socioéconomiques auxquelles font face les jeunes.

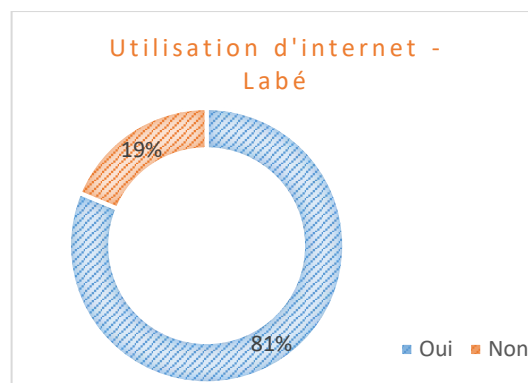
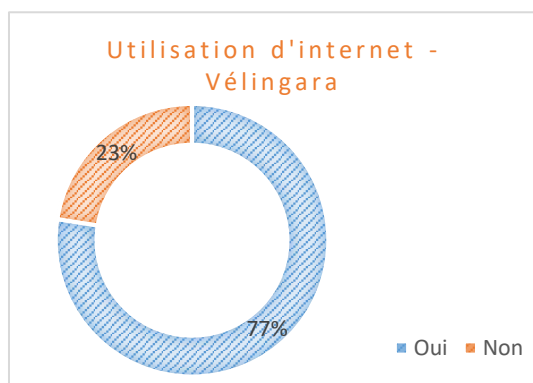
Au-delà des facteurs que l'on pourrait qualifier de vivants, émerge internet qui, bien que virtuel, contribuerait à la radicalisation juvénile.

2. INTERNET, ARME A DOUBLE TRANCHANT, ENTRE SOURCE DE CONNAISSANCES ET « FACTEUR DE RADICALISATION »

Depuis les années 70, les progrès enregistrés par les technologies de l'information et de la communication ont propulsé au-devant de la scène une palette d'innovations au bénéfice des usagers d'internet. Aujourd'hui, la connexion au « net » - avec la variété d'informations qu'il met à la disposition du public, de contenus, de modes de socialisation entre individus même de continents différents – est devenu un phénomène en vogue auxquelles jeunes se sont conformés aisément.

¹⁵ Etudes de Timbuktu Institute sur : « Radicalisation et perception du terrorisme chez les jeunes de la Grande banlieue de Dakar » d'Octobre 2016 ; « La violence des jeunes et les enjeux de l'extrémisme violent à Zinder » de Décembre 2016 ; « Femmes prévention et lutte contre l'extrémisme violent au Mali » de Mai 2017 ; Facteurs de radicalisation et perception du terrorisme chez les jeunes dans les zones frontalières du Sénégal et de la Mauritanie » de Mars 2018.

Cet accès facile au réseau existe même dans les localités les plus reculées des pays en développement. Labé de la Guinée Conakry et Vélingara du Sénégal n'échappent pas à la réalité de la connexion à cet outil virtuel et les jeunes confirment, avec fierté, son utilisation à 81% pour le premier et à 77% pour le second.



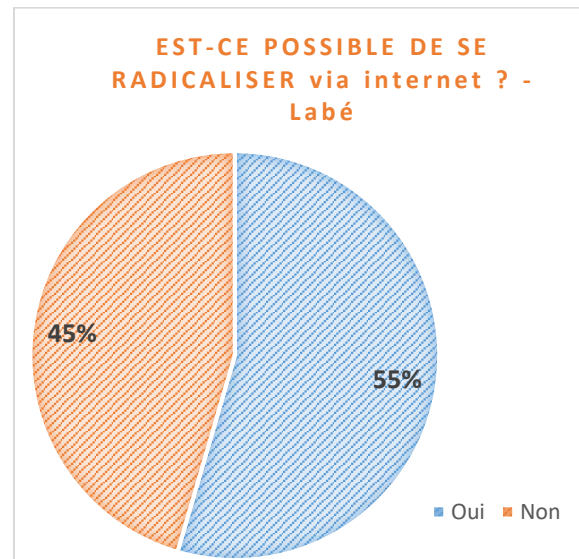
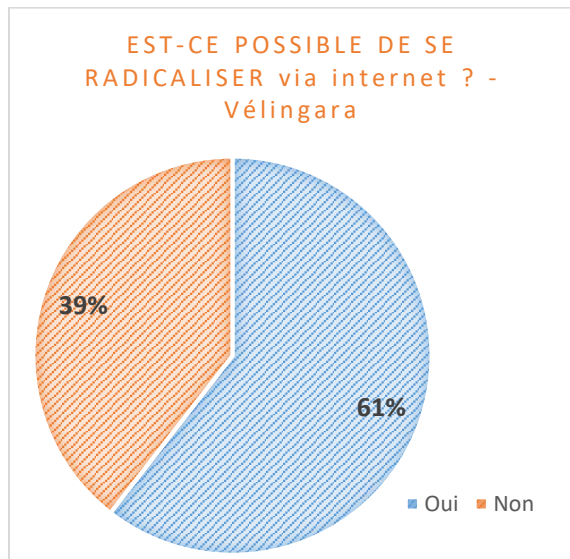
L'usage en soi n'inquiète nullement à partir du moment où il rentre dans le cadre de la consommation normale de ce produit de la mondialisation. Il n'est pas curieux de savoir que certains en font même une « référence en matière de connaissance religieuse » (4,5% à Labé et 6% à Vélingara) après avoir désigné l'imam, les maîtres coraniques et les guides religieux. Ces trois figures constituent des références charismatiques chez les populations malgré l'emprise du numérique sur le contact physique (Cf : Graphique sur les références en matière religieuse).

Toutefois, en tant qu'outil ayant ses avantages et ses inconvénients, il peut avoir consécutivement une influence remarquable parfois nuisible pour les phénomènes sociaux. C'est en ce sens qu'un maître coranique de Vélingara¹⁶ soutenait que « les réseaux sociaux ont beaucoup façonné le comportement des gens ».

À titre d'exemple, nombre d'individus ont vécu à un moment donné de leur vie un sentiment de vexation après lecture d'un article en ligne, le visionnage d'une image sur un sujet déterminé ou même en avoir des échos par le truchement de personnes ayant été en contact direct avec l'information. Transposé sur le terrain de l'extrémisme religieux, le contact intensif avec du contenu radical, véhiculant une idéologie radicale et incitant à la violence, est-il un moyen de fabriquer des terroristes proprement dits ou un simple facilitateur d'extrémisme ? Si certains chercheurs considèrent qu'il en est un élément moteur¹⁷, thèse à laquelle les populations interrogées adhèrent majoritairement (55% à Labé et 61% à Vélingara), d'autres pensent le contraire en refusant toute idée de « cyber-radicalisation ».

¹⁶Entretien réalisé à Vélingara par Timbuktu Institute en Septembre 2018

¹⁷Cela rejoint l'esprit de Guidère Mathieu lorsqu'il faisait référence à des jeunes européens qui ont rejoint l'Etat islamique en Syrie et en Irak en soulignant qu'un grand nombre d'exemples d'individus ont reconnu avoir utilisé internet de façon intensive dans leur processus de



La recherche d'un compromis devient ainsi une nécessité face à l'urgence de la situation. C'est du moins ce que proposait Benjamin Ducol qui blâmait quelque peu la binarité du débat sur le rôle d'internet dans la radicalisation des jeunes en soutenant que : « *Internet joue un rôle mais pas toujours prépondérant. Il peut intervenir dès le début du processus de radicalisation, pour des jeunes en quête d'informations, ou dans un deuxième temps, pour confirmer des convictions naissantes ou nouer des contacts* »¹⁸.

Ainsi, la cyber-radicalisation est une réalité qui ne peut être niée. Cependant, des programmes d'éducation aux médias méritent d'être mis en place pour une meilleure prévention de ces fléaux sociaux plutôt que d'investir dans des solutions exclusivement militaires.

¹⁸<https://www.la-croix.com/Journal/Le-role-complexe-dInternet-radicalisation-2017-06-05-1100852708>, consulté le 17 octobre 2018

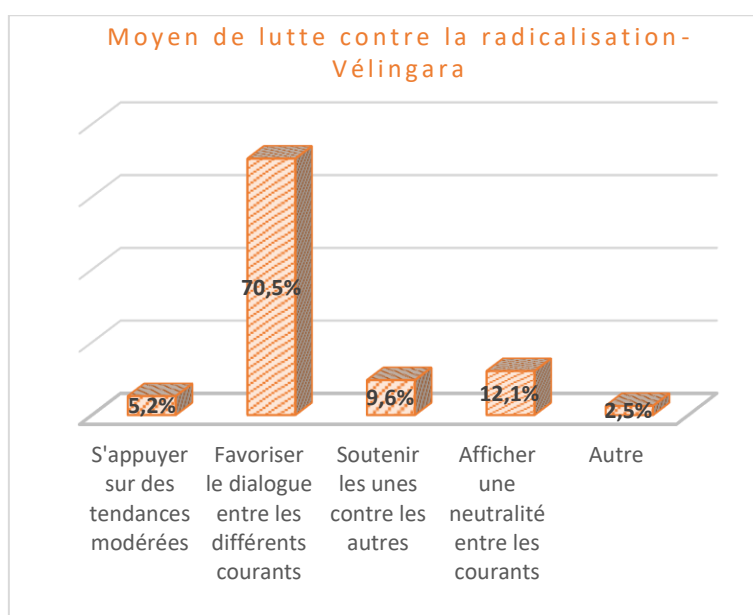
PARTIE III. PREVENTION DE LA RADICALISATION ET LUTTE CONTRE LE TERRORISME DANS UNE ZONE FRONTALIERE

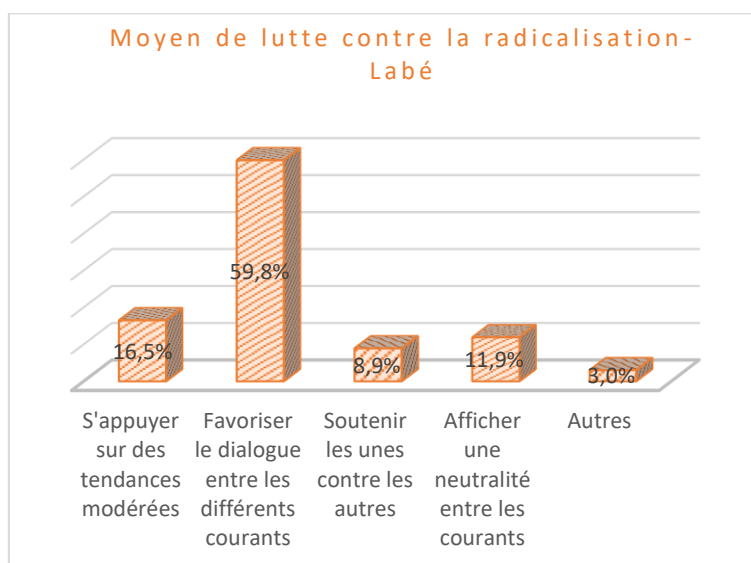
Il est vrai que le phénomène de radicalisation qui a comme corollaire le terrorisme et les attaques incessantes, a conduit les Etats de la région mais aussi la communauté internationale vers une orientation militaire de la lutte contre ces différents fléaux. Les Etats que l'on pourrait qualifier d'infortunés, déjà largement touchés par le phénomène, investissent davantage dans l'onéreuse et pénible opération qu'est la lutte y compris avec un volet militaire assez prononcé. Ceux qui ne le sont pas encore s'attèlent à la prévention, laquelle dispose de plusieurs mécanismes avec la difficulté majeure de faire la différence entre le contre-terrorisme (CT) et la prévention de l'extrémisme violent (CVE).

1. PREVENTION DE LA RADICALISATION

✓ Le dialogue préconisé à la place de l'outil répressif...

Les jeunes de Labé et de Vélingara se sont accordés sur le fait que la radicalisation serait causée par les facteurs sus énumérés. Cependant, lorsqu'il est question d'identifier les moyens de la prévenir, la logique voudrait que l'on s'attaque d'abord à ces facteurs afin de rendre plus performante la prévention. Or, ils proposent de « favoriser le dialogue entre les différents courants religieux (59,8% à Labé et 70,5% à Vélingara) ou d'afficher, selon certains, une neutralité entre ces courants (12,1% à Vélingara et 11,9% à Labé).





La combinaison des facteurs de radicalisation et des moyens de la prévenir fait ressortir une ambivalence susceptible de deux interprétations. Soit, en invoquant « le trio problématique »¹⁹, ils voulaient, à tout prix, exprimer leurs frustrations quel que soit l'objet de l'enquête pour laquelle ils ont été approchés, soit ils refusaient d'affirmer l'impact de la dimension idéologique dans l'extrémisme religieux, sachant qu'ils ont principalement fait référence à la diversité des courants religieux comme facteur de division.

Ce qui est rassurant, c'est l'appel au dialogue qu'ils préconisent au lieu de recourir à des moyens répressifs. En effet, l'expérience a montré qu'il n'a jamais été noté « dans l'histoire de l'humanité une kalachnikov ou un code pénal vaincre une idéologie »²⁰. Il faudrait donc un appui au dialogue entre courants religieux comme l'ont préconisé les jeunes.

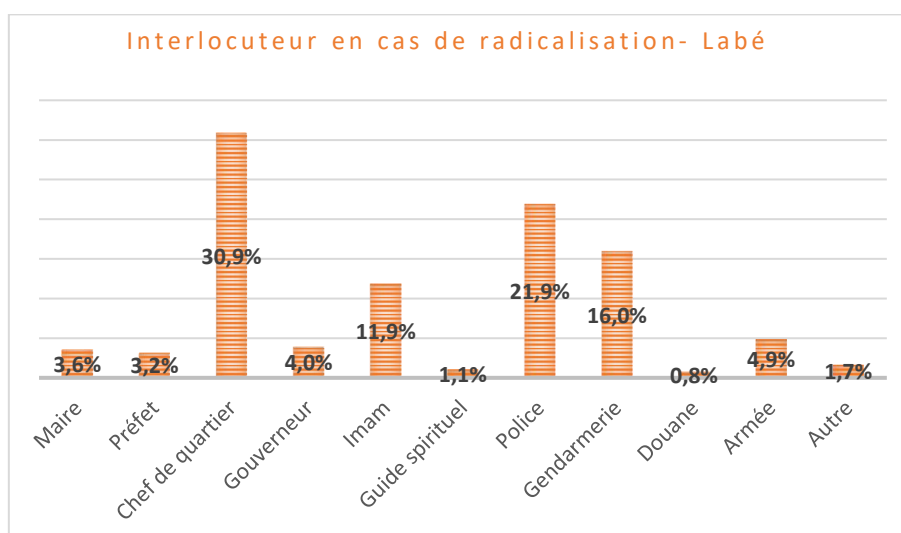
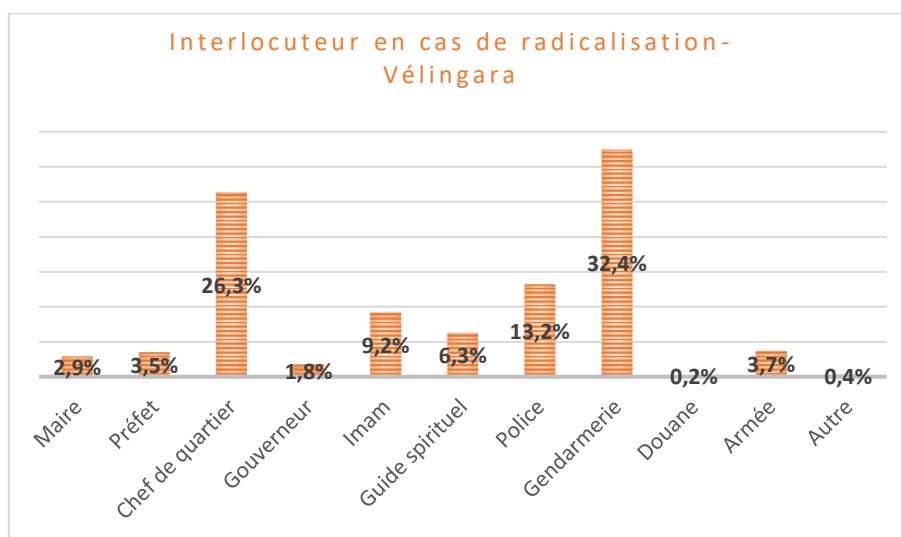
Toutefois, dans les cas exceptionnels où un individu commence à basculer dans l'extrémisme violent, il semble impératif de passer à une étape supérieure.

✓ ... Mais recours au chef de quartier ou aux services des FDS en cas de basculement dans l'extrémisme violent

L'alternative que proposent les jeunes en cas de constatation de cas de basculement dans l'extrémisme violent, est l'appel à l'intervention de l'autorité administrative la plus proche ou aux Forces de l'ordre. Questionnés sur l'autorité auprès de laquelle ils iraient dénoncer des cas de potentiels terroristes, les répondants désignent, du côté de Labé, le Chef de quartier (30,9%), la Police (21,9%) et la Gendarmerie (16%) et du côté de Vélingara la Gendarmerie (32,4%), le Chef de quartier (26,3%) suivi de la Police (13,2%).

¹⁹ L'on fait référence aux trois facteurs principaux de radicalisation qui ont été évoqués par les jeunes à savoir le chômage, la pauvreté et l'exclusion sociale

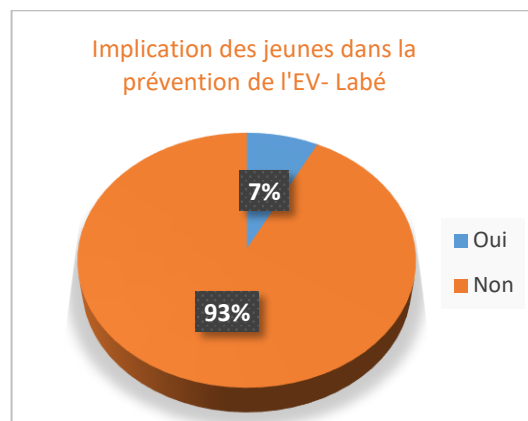
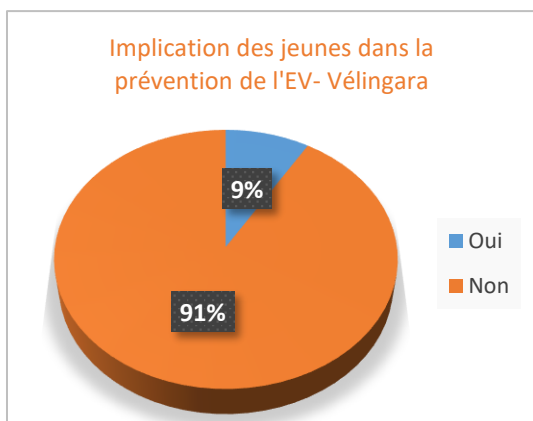
²⁰ Interview, Bakary SAMBE : <http://www.ledjely.com/ledjely-com-une-kalachnikov-na-jamais-vaincu-une-ideologie/>, consulté le 14 octobre 2018



La désignation de l'autorité administrative la plus proche, à savoir le Chef de quartier, témoigne de l'urgence du traitement que doit recevoir ce péril imminent. Quant à la confiance placée dans les Forces de défense et de sécurité, elle réside certainement dans le fait qu'elles assurent le maintien de l'ordre, de la sûreté, de la sécurité et de la tranquillité publics. De ce fait, en cas de problème, le premier réflexe est de faire appel à leurs services pour faire revenir la quiétude sociale.

✓ Implication des jeunes dans la prévention de l'extrémisme

Est-ce que les jeunes sont assez impliqués dans les initiatives de prévention de l'extrémisme violent ? Tel est l'exercice auquel les jeunes étaient confrontés. Etant donné que ces derniers sont vulnérables face à l'extrémisme religieux, le meilleur moyen de les occuper et de rendre plus efficaces les initiatives de prévention, serait de les impliquer. Ce qui semble faire défaut puisque la quasi-totalité des répondants infirment toute implication (93% à Labé et 91% à Vélingara) dans de pareilles initiatives.



L'on relève ainsi une des limites des systèmes de prévention de l'extrémisme violent. Les initiatives elles-mêmes ne manquent dans le Sahel.

En revanche, leur opérationnalisation n'implique pas les jeunes qui sont aujourd'hui les premières victimes des recruteurs extrémistes, mais qui sont aussi la clé de voûte de la réussite de ces programmes.

Dans le cas du Sénégal, un programme dénommé « Educating for Peace » a été déployé par Timbuktu Institute²¹ dans le cadre d'un projet qui faisait appel à la créativité des jeunes dans les collèges, lycées et universités pour prévenir les extrémismes. Les femmes et les leaders religieux ont accompagné cette action sensibilisatrice dans une perspective de prévenir le mal plutôt que d'attendre son arrivée pour investir dans des actions militaires.

2. LUTTE CONTRE LE TERRORISME

a) Affaire de maintien de paix, l'ONU pressentie

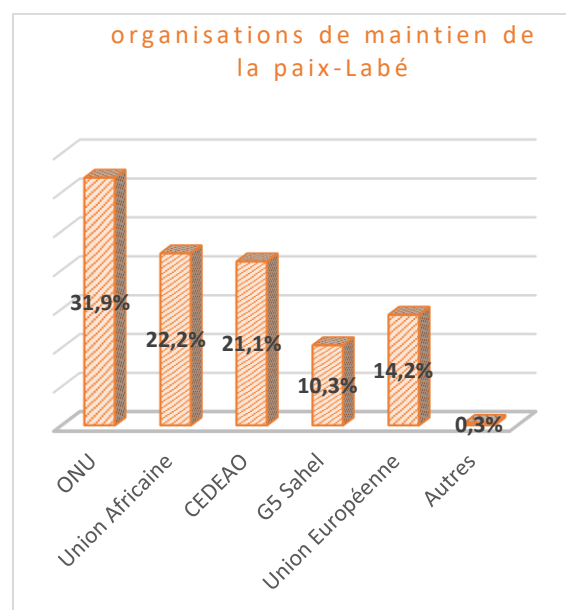
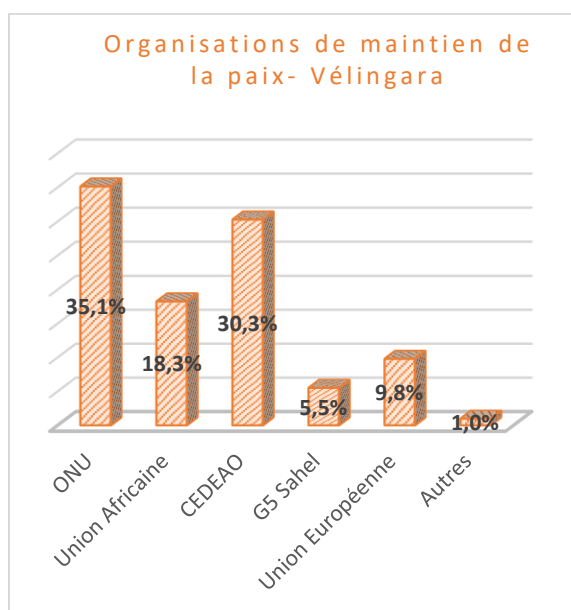
L'ONU dispose d'un service phare dont l'objectif principal est d'aider les pays touchés par des conflits à recouvrer la stabilité. Il s'agit du Département des Opérations de Maintien de la Paix qui est le service des Nations Unies assurant l'exécution des opérations de maintien de la paix et de la sécurité internationales. Il en existe pratiquement partout dans les pays affectés par les conflits²² et qui manifestent la volonté d'en accueillir sous réserve de l'impartialité de la partie intervenante et du non recours à la violence sauf cas de nécessité.

L'Afrique reçoit les $\frac{3}{4}$ des opérations de paix des Nations Unies, lesquelles délèguent parfois cette compétence internationale aux organismes régionaux comme l'Union Africaine ou la

²¹ Le Programme avait été soutenu par l'Ambassade des Etats Unis d'Amérique à Dakar et était déployé aux villes de Dakar, Kaolack, Mbour, Saint Louis et Thiès d'octobre 2016 à octobre 2017.

²² À titre d'exemple, on peut citer la MISSION DES Nations Unies au Libéria (MINUL), la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS), l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) et la Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali (MINUSMA).

CEDEAO au niveau sous régional²³. Le déploiement de ces opérations souvent avec la coordination de l'ONU expliquerait la notoriété de celle-ci comparée aux instances régionales ou sous régionales. À la question « connaissez-vous des organisations assurant le maintien de la paix », les répondants citent majoritairement l'ONU (31,9% Labé et 35,1% Vélingara) puis la CEDEAO et l'Union Africaine chez les Vélingarois et inversement chez les Labékas. Cela rejoint le point de vue des jeunes de la banlieue de Dakar qui avaient désigné, eux aussi, les Nations Unies comme institution jugée capable de résoudre les conflits qui sévissent dans le Sahel.

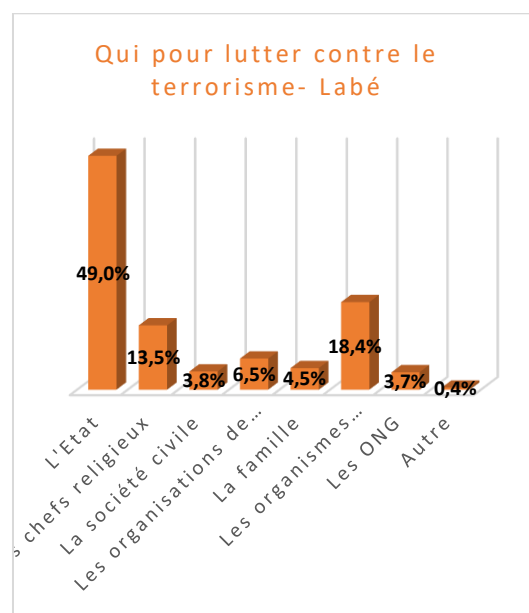
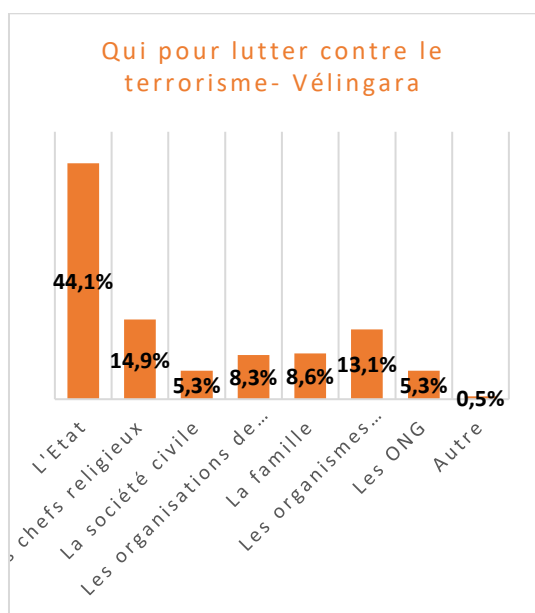


L'action de l'ONU est donc saluée chez les populations d'autant plus qu'elles la connaissent mieux que celles des instances régionales. Reste à savoir si en matière de lutte contre le terrorisme proprement dit, un organe extérieur, et non l'Etat lui-même, serait pressenti pour parer à ce fléau.

b) L'Etat, l'acteur indiqué pour lutter contre le terrorisme

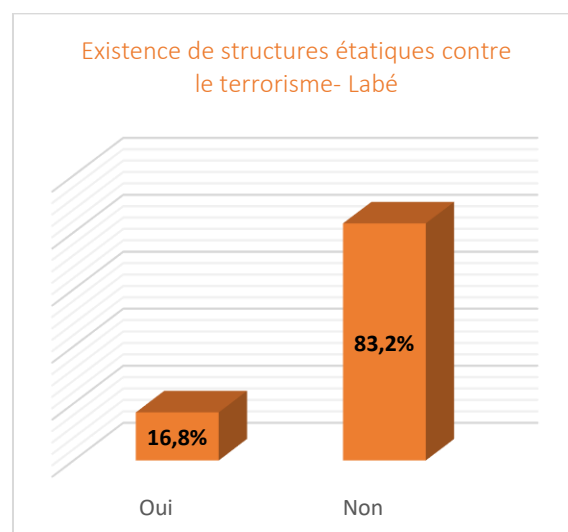
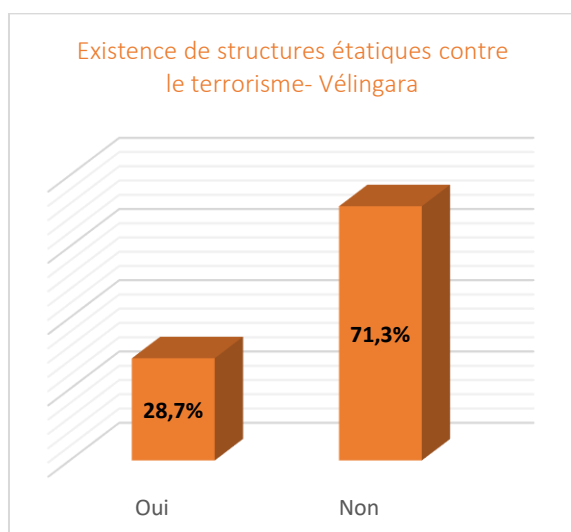
L'Etat souverain est l'acteur le mieux indiqué pour lutter contre le terrorisme. C'est du moins ce que pensent les jeunes de Labé (49%) et de Vélingara (44,1%) quand ils ont été interpellés sur cette question.

²³ Par Papa Samba Ndiaye « Le nouveau triangle du maintien de la paix en Afrique (UA, CEDEAO, UEMOA) : Entre complémentarité inconsistante et concurrence déloyale ? », décembre 2016.



Cette confiance placée en lui est légitime quand on sait la gravité de l'activité terroriste qui relève d'une atteinte portée aux intérêts supérieurs d'une nation. Toutefois, il faut le dire, cet acteur à lui seul ne peut pas efficacement résoudre le problème. Une jonction de ses opérations avec celles d'autres pays et/ou institutions s'impose, en raison du caractère transnational de la menace. Le Sénégal a mis en place, par décret du 29 février 2016, le Cadre d'intervention et de Coordination Interministériel des Opérations de lutte anti-terroriste (CICO). La Guinée aussi dispose d'une Agence nationale de lutte contre le trafic de drogue, la criminalité organisée et le terrorisme.

Le paradoxe qu'il convient de relever est la désignation de l'Etat comme « l'appareil de la solution » sans connaître ses structures antiterroristes. 83,2% de jeunes à Labé et 71,3% à Vélingara ignorent totalement l'existence de pareilles structures au niveau de l'appareil d'Etat.

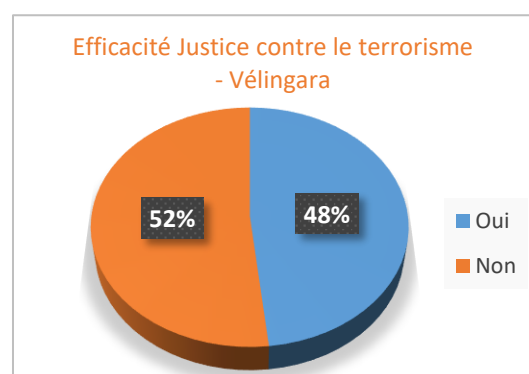


Est-ce le résultat d'un défaut de vulgarisation des organes étatiques habilités à gérer la question sensible du terrorisme ou un désintérêt face à un fléau qui proviendrait de la défaillance des politiques sociales ?

En tout état de cause, les voisins sénégalais et guinéen n'ont pas encore subi d'attaques terroristes sur leur sol. De ce fait, les populations ne trouvent pas nécessairement d'intérêt majeur à s'intéresser à un phénomène qui ne les affecte pas. Est-ce un motif de dormir sur ses lauriers ?

c) L'efficacité mitigée de l'arsenal juridique guinéen de lutte contre le terrorisme : Quid du cas du Sénégal ?

Ne pouvant pas parler de vide juridique dans le droit positif des Etats de la Guinée et du Sénégal en matière de lutte contre le terrorisme, nous en analysons l'arsenal existant pour déterminer son efficacité. Un taux non négligeable de jeunes Labékas (77%) pense que la justice de leur pays n'est pas efficace pour lutter contre le terrorisme, contre 52 % à Vélingara.



Cela indique que la Justice de ces pays, d'après les jeunes, n'a pas d'instruments pour une répression efficace de l'extrémisme violent. Aujourd'hui, les procédures et codes pénaux existants sont rattrapés par les nouvelles catégories de crimes et délits liés à la technologie de l'information et au terrorisme. Les mécanismes existants ne peuvent pas prendre en charge certains cas de justice en garantissant un procès équitable aux accusés. Cela met les Etats dans une situation de violation des droits fondamentaux de leurs citoyens bien qu'accusés de crimes inhumains.

Dans le nouveau code pénal guinéen, les dispositions suivantes ont été introduites : « Article 574 : Est coupable d'acte de terrorisme et encourt la réclusion criminelle à perpétuité, quiconque : -commet tout acte ou menace d'acte, quelle que soit sa motivation, politique,

religieuse, idéologique, perpétré en violation des lois pénales, de nature à mettre en danger la vie, l'intégrité physique, les libertés d'une personne ou d'un groupe de personnes (.....) »²⁴.

Même le bioterrorisme et son financement de même que celui du terrorisme figurent dans le nouveau code pénal avec des peines de prison allant jusqu'à la réclusion criminelle à perpétuité. La Guinée n'ayant pas encore traité de cas de terrorisme, les dispositions pénales prises dans le nouveau code de 2016 ne sont pas connues de tous. Ce qui ne permet pas de dissuader les jeunes qui seraient tentés par la radicalisation et l'extrémisme violent. Il manque une sensibilisation pour combler le gap qui existe entre les instruments juridiques disponibles et le niveau d'information des populations qui en sont les bénéficiaires.

Ce même gap a été noté au Sénégal où le code pénal a aussi été mis à jour en novembre 2016, juste avant le jugement des présumés terroristes, Imam NDAO et compagnie. Cette affaire a été jugée sur la base d'une loi introduite dans le code pénal en novembre 2016, alors que les accusés ont été arrêtés en octobre 2015. Ce rattrapage juridique a semé le doute sur l'efficacité de la justice à faire face au terrorisme.

²⁴ Nouveau code pénal de la République de Guinée février 2016, article 574, P143.

PARTIE IV. CRAINTES ET INTERPELLATIONS DES POPULATIONS EN ZONES FRONTALIÈRES : LA SOLIDARITÉ RESISTE AU-DELA DES MAUX

À ce stade de l'étude, il est utile de s'arrêter sur les pratiques et ressentis des jeunes Labékas et Vélingarois pour une meilleure prise en compte de leurs préoccupations. Vivre dans une zone frontalière marquée par sa porosité expose au mouvement et circulation des hommes. Vu la difficulté de contrôler tous ceux qui entrent et sortent, la sécurisation des frontières devient une exigence vitale.

Cette vulnérabilité « transfrontalière » peut être accentuée par une autre vulnérabilité qui pourrait être qualifiée de « périphérique ». Que peuvent ressentir les jeunes des zones périphériques de la disparité en matière d'offre de perspectives socioéconomiques, comparés à leurs concitoyens vivant dans les capitales ? Dans cette partie, seront ressorties les craintes et interpellations des jeunes Labékas et Vélingarois.

1. LA SECURISATION DES FRONTIÈRES, UNE NECESSITE

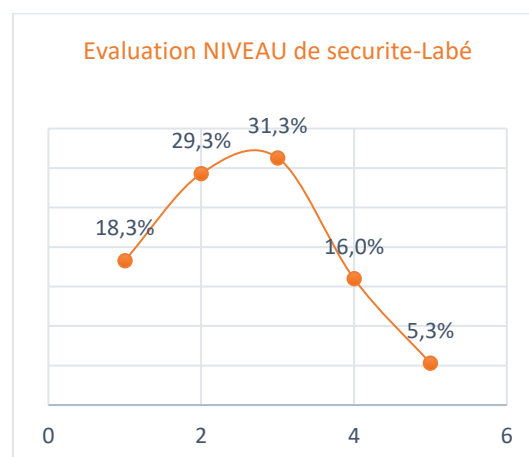
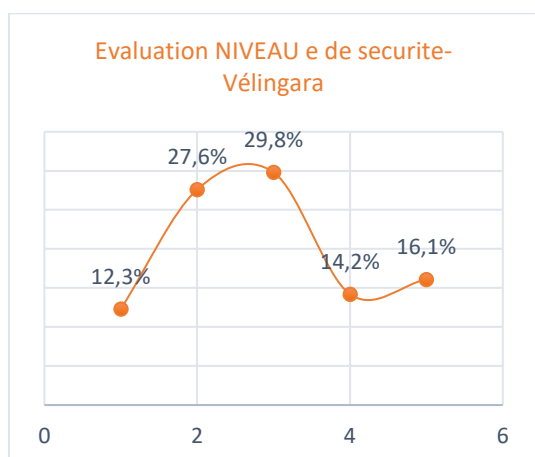
La mondialisation, le règne du « couple technoscience » ainsi que les différentes coopérations entre États ont facilité la circulation des personnes et des biens. À cela vient s'ajouter, la porosité des frontières qui rend plus facile le mouvement des hommes et le contrôle de cette circulation plus difficile.

Dans ce contexte, l'enjeu sécuritaire devient une urgence de taille au moment où le terrorisme inquiète toute la sous-région. C'est en regard à tout cela que nous avons jugé utile de mesurer la perception qu'ont les jeunes des zones frontalières sénégal-guinéennes quant à leur propre sécurité. Cette perception est d'autant plus urgente à saisir que des travaux ont pu montrer que le marché de Diaobé fait partie « des lieux identifiés comme connaissant une importante circulation d'armes »²⁵. C'est peut-être l'une des raisons pour lesquelles un leader religieux et politique de Vélingara nous disait que « Diaobé mérite de la surveillance » et que « ce qui se passe là-bas est pire »²⁶.

C'est en tenant compte de ce contexte qu'il a été demandé aux jeunes Vélingarois et Labékas d'évaluer, sur une échelle de 1 à 5, leur degré de sécurité. De leurs notes, ressort une évidence : que ce soit à Labé ou à Vélingara, les jeunes estiment ne pas se sentir en sécurité. Ils ne sont que 5,3% à Labé à se sentir « **très bien** » en sécurité contre 16,1% à Vélingara où 14,2% estiment être « **bien** » en sécurité contre 16% à Labé. Dans les deux zones, ils sont une majorité à ne pas dormir l'esprit apaisé. De ce fait, la sécurisation des frontières devient une nécessité.

²⁵ Cyril Lambomez, *Contrôle des armes légères et de petit calibre au Sénégal : pratiques et enjeux*, Note d'analyse, Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la Sécurité (GRIP), mars 2016, p. 5.

²⁶ Entretien semi-directif réalisé par Timbuktu Institute avec Ibrahima Diallo (nom modifié) le 1^{er} août 2018 à son domicile à Vélingara.

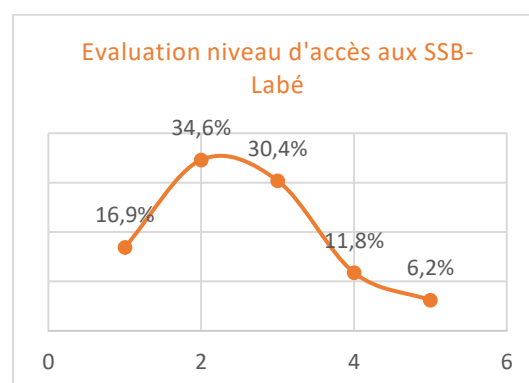
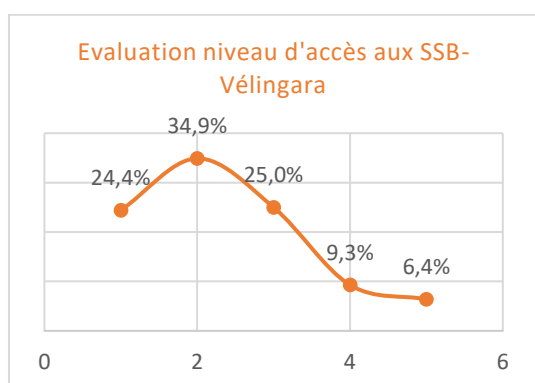


2. L'ACCES DIFFICILE AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE

Pour les partisans de la thèse selon laquelle la radicalisation se nourrirait de facteurs purement socio-économiques, l'accès difficile aux services sociaux de base est un vecteur de marginalisation et créateur de frustration qui peut pousser les jeunes concernés à contester les régimes en place : un procédé que les mouvements extrémistes peuvent facilement récupérer.

C'est en tenant compte de cette thèse, sans aucune volonté de déresponsabiliser ceux qui s'engagent dans des groupes radicaux, que nous avons voulu mesurer le niveau d'accès des jeunes de Labé et de Vélingara aux services sociaux de base. Comme pour la partie précédente, nous avons demandé aux jeunes, sur une échelle de 1 à 5, de noter leur niveau d'accès auxdits services.

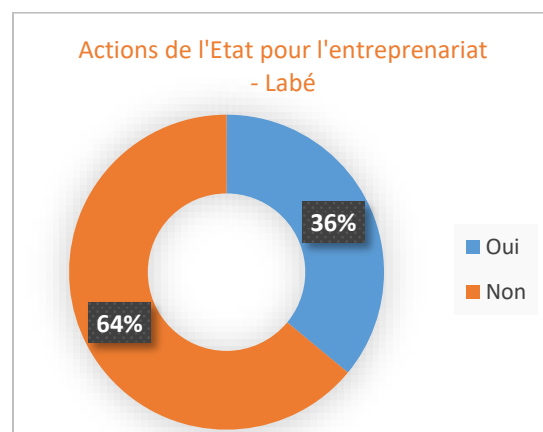
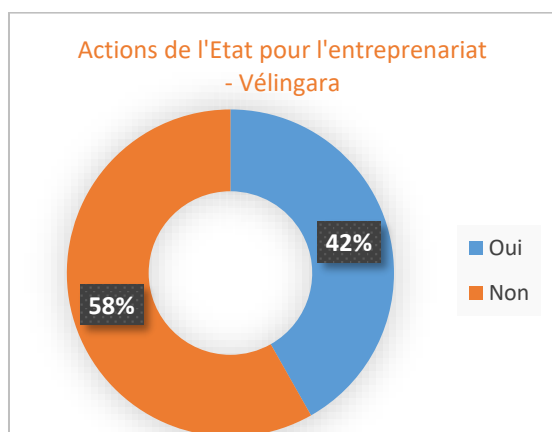
Le jugement des jeunes, comme le montre le graphique ci-dessous, est sévère. Ils sont 6% aussi bien à Vélingara qu'à Labé à être **très satisfaits** de leur niveau d'accès aux services sociaux de base. 9,3% de jeunes Vélingarois et 11,8 de jeunes Labékas se disent **plutôt satisfaits**.



Ce sentiment qu'ont les jeunes de ne pas avoir accès aux services sociaux de base est vérifiable. Notre investigation nous a permis de constater que les jeunes des deux localités étaient nombreux à ignorer l'existence même du procès Imam Ndao. Ce déficit d'information, ajouté à leur accès difficile aux autres services sociaux de base accentue la vulnérabilité des jeunes qui, pour s'en sortir, « se débrouillent avec les moyens du bord ». C'est d'ailleurs cela qui explique que le banditisme, un moyen de satisfaire certains besoins de base, inquiéterait plus que le terrorisme à Vélingara et à Labé.

3. LE BESOIN D'APPUI A L'ENTREPRENARIAT FORTEMENT EXPRIME PAR LES JEUNES

Chômage, pauvreté, manque de moyens et d'infrastructures de bases sont les maux dont souffre la jeunesse en général, celle des zones frontalières du Sénégal et de la Guinée ne font pas exception à la règle. Dans cette situation de manque d'opportunités professionnelles, beaucoup de jeunes se lancent dans l'entrepreneuriat, ce qui crée une forte demande d'appui qui est rarement satisfaite. Ainsi, ne se sentant pas soutenus par les dirigeants de leurs pays, voire même exclus du reste de la nation, certains n'hésiteraient pas à poser des actes pouvant leur nuire. Quand 58% des jeunes Vélingarois ne sentent pas l'action de l'Etat du Sénégal pour l'entrepreneuriat et que 64% de Labékas pensent la même chose de la Guinée, on sent un mal vivre dans cette frange importante de la société.

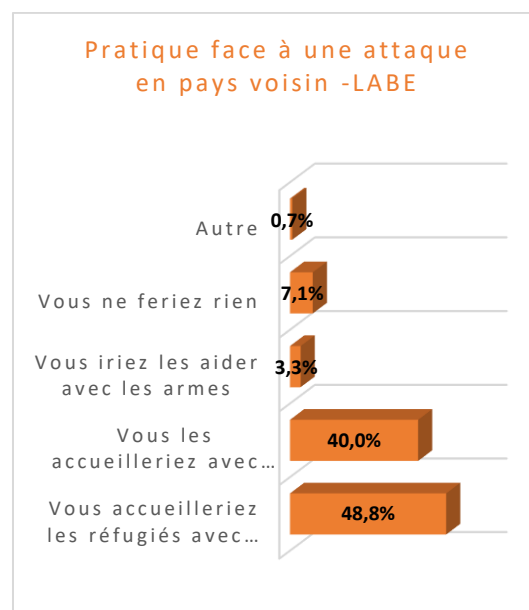
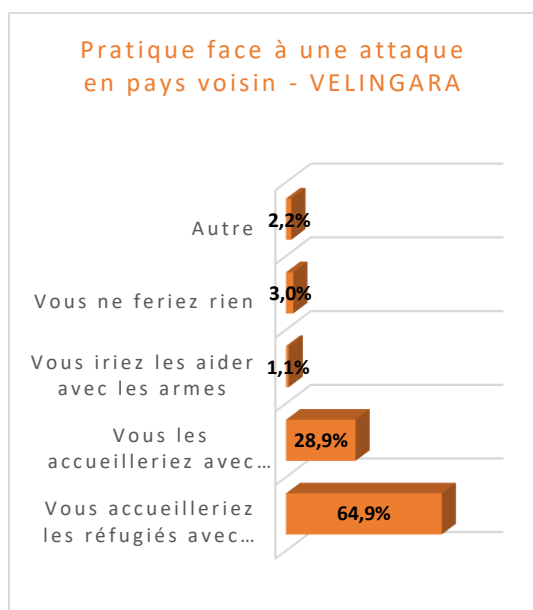


Par ailleurs, ces zones frontalières sont éloignées des centres de décisions. Par conséquent, les populations n'ont pas toujours accès à certains emplois offerts par l'Etat. Les jeunes sont presque obligés de se créer des emplois tout en sollicitant l'appui des dirigeants pour faciliter le succès de leurs activités. Si les jeunes entreprennent, avec tous les fonds dont ils entendent parler dans les programmes des gouvernements (FONGIP, DER au Sénégal, FONIJ en Guinée) ils sollicitent naturellement un appui qui les rendrait autonomes au bout de l'entreprise. « Les données du GEM permettent de dire que les plus actifs dans la création d'entreprise sont : les

jeunes (25-34 ans) et les individus en début ou milieu de carrière (35-44 ans) »²⁷. En outre, cela leur donnerait les moyens d'affirmer une solidarité matérielle en cas d'attaques terroriste dans leur pays ou chez le voisin sans attendre l'arrivée des secours devant souvent venir de la capitale.

4. LA SOLIDARITE AFFIRMEE EN CAS « D'ATTAQUE DU PAYS VOISIN

Les victimes d'attaques terroristes sont d'une vulnérabilité à tout point de vue. Leur sécurité nationale et individuelle est violée, leur intégrité physique et morale est atteinte. Ces personnes ont besoin de soutien et particulièrement de celui de leurs voisins immédiats. Que ce soit une aide matérielle ou de soutien moral, la présence des voisins rassure. La solidarité joue un rôle central dans la gestion de l'après attentat. Les jeunes des zones frontalières du Sénégal et de la Guinée sont prêts à Vélingara et à Labé, à accueillir avec hospitalité les voisins en cas d'attaques terroristes.



Cette solidarité témoigne du degré d'humanité qui anime ces jeunes même face à des crimes qui en sont dépourvus. La solidarité immédiate c'est aussi une manière de prendre conscience que le phénomène dépasse les frontières et que chaque pays peut être attaqué à son tour. C'est ce qu'avait compris le Président Thomas Boni YAYI du Bénin quand il déclarait au lendemain des attentats de Ouagadougou « *Ce n'est pas le Burkina seul qui a été frappé. C'est toute une sous-région. Et nous n'allons pas rester les bras croisés. Nous allons réagir et riposter (...) La question, aujourd'hui, c'est à qui le tour ?* »²⁸

²⁷ Rapport GEM entrepreneuriat au Sénégal 2015, <http://www.esp.sn>

²⁸ La croix, Burkina Faso : les pays frontaliers inquiets et solidaires, 18 janvier 2016, www.la-croix.com

Le premier ministre malien, Modibo KEITA, lui est allé jusqu'à proposer des patrouilles transfrontalières pour lutter contre le terrorisme. « *Ces événements, le Mali les connaît et continue à les connaître, a-t-il déclaré. Nous sommes décidés à aller ensemble, main dans la main, pour lutter contre le terrorisme et le djihadisme. Il nous faut mutualiser nos efforts, ce n'est pas un simple vœu. Il faudrait donc une coopération transfrontalière non seulement des autorités administratives mais entre nos forces de défense et de sécurité, constituer des patrouilles mixtes, échanger les expériences* ». ²⁹ Les dirigeants de la sous-région, victimes ou potentielles victimes, prennent conscience de la nécessité de lutter contre le terrorisme à un niveau communautaire. Les jeunes à leur niveau, se sentent eux aussi concernés par la solidarité. Si les populations sont également solidaires dans la catastrophe, cela présage qu'elles pourraient unir leur force pour prévenir toute situation qui pourrait mener à cela. Cette enquête (l'étude menée par Timbuktu dans les zones frontalières du Sénégal et de la Guinée d'Avril à Novembre 2018), démontre que les jeunes des zones frontalières ont presque la même attitude face au terrorisme. Avec les bonnes informations, ils pourraient ensemble prévenir la radicalisation qui ne serait pas totalement absente de ces localités.

²⁹idem

CONCLUSION

Le phénomène de l'extrémisme violent a plongé la région ouest-africaine dans une situation sécuritaire des plus instables. Une focalisation sur le terrorisme en tant que manifestation ultime d'un long processus a favorisé le choix des solutions militaires qui n'ont jamais permis de vaincre un tel phénomène. Les solutions militaires ont même causé une aggravation de la situation avec la récupération des frustrations et l'enlisement des conflits et l'extension du champ d'action des groupes extrémistes.

Il y a encore une énorme confusion dans l'élaboration des politiques publiques des Etats de la région entre contre-terrorisme (CT) et prévention de l'extrémisme violent (CVE). Cette dernière nécessite une approche holistique et inclusive en s'attaquant aux racines du phénomène de la radicalisation contrairement au contre-terrorisme qui agit sur les symptômes d'un mal plus profond.

Cette étude a voulu privilégier l'approche holistique et compréhensive d'un phénomène complexe tout en visant à offrir aux Etats et gouvernements concernés des outils et clés pouvant rendre les décisions plus éclairées et orientées vers la prévention.

À la lumière des résultats de ce rapport qui s'est voulu comparatif des perceptions de populations de pays voisins sur un même phénomène, un certain nombre de tendances que l'on pourrait classer en trois catégories se sont dégagées :

✓ Tendances rassurantes

Il est apparu que l'Islam confrérique très ancré dans le « Centre islamo-wolof » sénégalais l'est autant dans les zones périphériques, que cela soit celles du Sénégal ou de la Guinée Conakry. Une interrogation ressort du côté guinéen où l'écrasante majorité se dit appartenir aux confréries sans être certaine que celles-ci représentent « véritablement » l'Islam. Ceci pourrait être perçu comme un appel lancé aux confréries de s'adapter aux outils modernes de communication et de prêche qui semblent mieux répondre aux aspirations religieuses d'une jeunesse de plus en plus « tactile ».

Ce n'est pas étonnant que les jeunes des deux pays préfèrent les uns comme les autres, se tourner vers les autorités religieuses (imams et maîtres coraniques) comme références quand il est question de religion. Tout porte à croire qu'il faut appuyer ces figures religieuses dans la divulgation de messages de paix au regard de la notoriété et d'un charisme dont elles bénéficient aux yeux des jeunes.

Par ailleurs, la jeunesse des zones frontalières Guinée-Sénégal s'est montrée pacifique en matière de prévention de la radicalisation pouvant mener à l'extrémisme. Le dialogue entre courants islamiques serait l'arme de neutralisation précoce du radicalisme religieux. L'usage de moyens coercitifs, notamment l'intervention des forces de défense et de sécurité, n'est envisagé qu'en cas de basculement dans l'extrémisme violent. L'on remarque que l'action de

l'Etat est loin d'être négligée en matière de prévention et de lutte contre le terrorisme. D'ailleurs, les jeunes aussi bien du côté de Labé que du côté de Vélingara pensent que l'Etat est le premier acteur pour lutter contre le terrorisme. La gravité de celui-ci pourrait en être l'explication.

✓ Tendances mitigées

Les jeunes perçoivent difficilement, comme dans les cercles d'intellectuels, la nuance entre les phénomènes de radicalisation et d'extrémisme violent.

Toutefois, l'ignorance quant à la diversité des courants islamiques, perceptible surtout du côté guinéen, peut être une source de préoccupation pour une jeunesse qui affirme fréquenter majoritairement internet, voire s'y réfère comme source de connaissance religieuse. Des groupes malveillants utilisant ce canal comme moyen de propagande du terrorisme n'hésiteront sans nul doute à surfer sur cette ignorance pour renforcer leurs rangs.

En outre, la méconnaissance des groupes armés sévissant en Afrique de l'Ouest est à la fois alarmante et révélatrice d'une sous information d'un fléau grave relaté par tous les médias sociaux. Peut-être que l'accès à ces médias est plus problématique dans des zones en marge et plus ou moins défavorisées. Ainsi, dans la perception des jeunes, le banditisme serait la principale cause de l'insécurité dans la sous-région et non le terrorisme en tant que tel.

La méconnaissance des structures étatiques de lutte contre le terrorisme dans les deux localités révèle également d'une sous information souvent caractéristique des zones périphériques ou frontalières.

✓ Tendances inquiétantes

La sécurisation des frontières suggérée par les jeunes devient de plus en plus une urgence quand on sait que les groupes armés utilisent souvent les failles lors les contrôles frontaliers pour transporter du matériel aidant à la préparation d'attentats (armes, matières servant à fabriquer des explosifs, explosifs, etc.).

En plus du déficit de sécurité qui sévit en zones frontalières, le défaut d'appui à l'entrepreneuriat, conjugué au difficile accès aux services sociaux de base, ne semblent pas améliorer la situation déjà inquiétante.

RECOMMANDATIONS

PARTIE I

Ayant noté **une sous-information des jeunes** interrogés dans les deux localités sur les questions de radicalisation et d'extrémisme violent ainsi que sur l'Islam, il serait important de mieux les former afin de relever leur niveau connaissance sur ces questions. Pour cela il serait important :

- d'organiser des ateliers de mise à niveau et de renforcement des capacités des jeunes, des imams et des responsables administratifs sur les questions de radicalisation, d'extrémisme violent, d'Islam et de paix,
- de renforcer les formations existantes en matière d'Islam, ses pratiques et ses différents courants pour amoindrir les amalgames liés à la mauvaise interprétation des textes religieux,
- d'organiser des campagnes de sensibilisation sur la cohabitation, le respect des droits humains et la culture de la paix afin d'éviter toute radicalisation et/ou violation des libertés fondamentales.

PARTIE II

Le **trio chômage, pauvreté et exclusion sociale** ajouté à la cyber-radicalisation, sont perçus comme des facteurs de radicalisation à Labé et à Vélingara. Dans l'optique de les cerner, nous recommandons :

- d'impliquer les jeunes et les femmes dans les programmes d'appui à l'entrepreneuriat. Certains programmes inscrits dans les stratégies de développement durable peuvent servir d'incubateurs de jeunes pour les sortir du chômage.
- d'orienter l'utilisation d'Internet vers des activités génératrices de revenus (start-up) comme en matière d'accompagnements financiers ou techniques de projets d'entreprises de transports interurbain, de transfert d'argent, de téléphonies mobiles etc. Ce qui pourrait aider à lutter contre le chômage tout en rendant les jeunes de ces zones autant connectés, de manière utile, que ceux des capitales.

PARTIE III

Les jeunes de LABE et VELINGARA préconisent **le dialogue, l'intervention des autorités administratives et religieuses** en même temps que celles des **forces de défense et de sécurité** internationales, communautaires ou étatiques dans la prévention de la radicalisation ou la lutte contre le terrorisme. Ainsi nous proposons :

- d'impliquer les autorités religieuses, administratives, les jeunes et les femmes dans la sensibilisation à la radicalisation en utilisant leurs activités habituelles pour faire passer des messages de paix. Par exemple, profiter des rencontres sportives ou culturelles, pour exposer un aspect de la question, inviter au dialogue et donner les orientations importantes seraient de bonnes initiatives.
- de développer des programmes de prévention de la radicalisation à partir des réalités socioculturelles des zones frontalières.
- de vulgariser les mécanismes de prévention et de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent que les Etats ont mis en place pour faire face à ces fléaux. Il serait important de mettre en place des ateliers de formation de formateurs de jeunes leaders sur les nouvelles dispositions juridiques prises par les Etats dans la lutte contre le terrorisme.
- d'appuyer les initiatives d'auto-emploi pour mettre les jeunes dans de meilleures situations sociales.

PARTIE IV

Les populations des zones frontalières sont conscientes des risques qu'elles encourent à cause de leur situation géographiques ainsi que des cas d'attaques terroristes perpétrés dans la sous-région. Alors, il serait nécessaire de :

- Renforcer les stratégies sécuritaires dans les zones frontalières tout en les mettant en commun dans la sous-région en tenant compte des sensibilités respectives des deux pays.
- Faciliter la collaboration par le partage de données pour neutraliser les potentiels risques d'attentats. La gestion intégrée des risques et le travail collaboratifs des forces de défense et de sécurité seraient un atout majeur de sécurisation des zones frontalières.
- Développer les dispositifs de solidarité immédiate au niveau communautaire. Des initiatives du genre « pompiers sans frontières » pourraient s'avérer utile à côté des secours classiques en cas d'attaques terroristes.

BIBLIOGRAPHIE

Dictionnaire :

Dictionnaire Juridique en ligne :<http://www.dictionnaire-juridique.com/>

Publications scientifiques : articles, rapports, actes de colloques

DJIBA, Bakary. *L'échantillonnage et l'extrapolation des données d'un échantillon*. ASTAT, 2014.

GUIDERE, Mathieu. *Internet, haut lieu de la radicalisation*. Pouvoirs, (N° 158), 2016. pp. 115-123.

KABA, Mouhamed. *Rapport pays sur la situation et les dispositifs d'insertion et de formation professionnelles des jeunes en Guinée*. Formation, insertion et emploi des jeunes en Afrique, Conférence des Ministres 2014 du PQIP/DCTP. Abidjan, juillet 2014.

LAMBOLEZ, Cyril. *Contrôle des armes légères et de petit calibre au Sénégal : pratiques et enjeux*. Note d'analyse, Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la Sécurité (GRIP), mars 2016.

NDIAYE, Papa Samba. *Le nouveau triangle du maintien de la paix en Afrique (UA, CEDEAO, UEMOA) : Entre complémentarité inconsistante et concurrence déloyale ?* Décembre 2016.

ANSD. *Deuxième enquête de suivi de la pauvreté au Sénégal (ESPS-II 2011)*. Rapport définitif, Dakar, Mai 2013.

PAPEJF. *Rapport d'évaluation appui à la promotion de l'emploi des jeunes et des femmes*. Septembre 2013.

Service Régional de la Statistique et de la Démographie de Kolda. Service Economique et Sociale Régionale 2013. Avril 2015

TIMBUKTU INSTITUTE. *Facteurs de radicalisation et perception du terrorisme chez les jeunes dans la grande banlieue de Dakar*. Rapport de recherche, Dakar, octobre 2016.

TIMBUKTU INSTITUTE. *Facteurs de radicalisation et perception du terrorisme chez les jeunes des zones frontalières du Sénégal et de la Mauritanie*. Rapport de recherche, Dakar, mars 2018.

TIMBUKTU INSTITUTE. *Femmes prévention et lutte contre l'extrémisme violent au Mali*. Dakar, Mai 2017.

Webographie

<http://www.ansd.sn/ressources/rapports/Rapport-definitif-RGPHAE2013.pdf> Consulté le 12 avril 2018

<http://www.ansd.sn/ressources/ses/SES-Kolda-2013.pdf> Consulté le 12 avril 2018

http://www.ins.ci/n/documents/RGPH2014_expo_dg.pdf Consulté le 13 avril 2018

www.stat-guinee.org/images/Publications/INS/annuelles/INS_annuaire_2016.pdf Consulté le 16 avril 2018

<https://www.statcan.gc.ca/edu/power-pouvoir/ch13/prob/5214899-fra.htm> Consulté le 16 avril 2018

http://timbuktu-institute.org/images/Inter.Politics_The-world-and-Africa_04-fren.pdf. Consulté le 10 octobre 2018

<http://timbuktu-institute.org/images/radicalization-Senegal.pdf>. Consulté le 10 octobre 2018

http://archive.grip.org/fr/siteweb/images/NOTES_ANALYSE/2012/NA_2012-07-06_FR_J-DUFOUR. Consulté le 10 octobre 2018

www.mccguinee.com/wp-content/uploads/2017/01/NOUVEAU-CODE-PENAL-DE-LA-REPUBLIQUE-DE-GUINEE-Fevrier-2016.pdf. Consulté le 12 octobre 2018

<http://www.jo.gouv.sn/spip.php?article11003>. Consulté le 12 octobre 2018

<http://www.esp.sn/wp-content/uploads/2017/03/Rapport-national-GEM-2015-SENEGAL.pdf>. Consulté le 13 octobre 2018

<https://www.financialafrik.com/2018/03/08/senegal-lancement-dun-fonds-de-30-milliards-destine-a-lentreprenariat-rapide/> Consulté le 13 octobre 2018

www.asfiyahi.org/Des-mausolees-de-Medine-aux-saints-de-Tombouctou-le-Wahhabisme-a-l-assaut-de-la-memoire. Consulté le 15 octobre 2018

www.dakaractu.com/Seydi-Djamil-Niane-auteur-et-chercheur-associe-a-Timbuktu-Institute-Au-Senegal-il-faut-surveiller-l-ideologie. Consulté le 15 octobre 2018

www.ledjely.com/ledjely-com-une-kalachnikov-na-jamais-vaincu-une-ideologie. Consulté le 16 octobre 2018

www.la-croix.com/Journal/Le-role-complexe-dInternet-radicalisation-2017-06-05. Consulté le 17 octobre 2018

TIMBUKTU INSTITUTE - AFRICAN CENTER FOR PEACE STUDIES

VDN derrière OCHA – Sacré-Coeur 3
BP 15177 CP 10700 Dakar Fann – SENEGAL.
+221 33 827 34 91
timbuktu.institute@gmail.com
www.timbuktu-institute.org

© Timbuktu Institute, novembre 2018
Avec le soutien de la Fondation Konrad Adenauer

Conception graphique : halfa.africa@gmail.com